



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

**REP16/GP**

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

*Trente-neuvième session*

*Rome, Italie, 27 juin - 1<sup>er</sup> juillet 2016*

### RAPPORT DE LA TRENTIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Paris, France, 11 - 15 avril 2016

Note : Le présent rapport inclut la lettre circulaire Codex CL 2016/11-GP.

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

# F



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

**CL 2016/11-GP**  
**Avril 2016**

Aux : Points de contact du Codex  
Organisations internationales intéressées

Du : Secrétariat,  
Commission du Codex Alimentarius,  
Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires  
Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome, Italie

**OBJET : Distribution du rapport de la trentième session du Comité du Codex sur les principes généraux (REP16/GP)**

Le rapport de la trentième session du Comité du Codex sur les principes généraux sera examiné par la Commission du Codex Alimentarius à sa 39<sup>e</sup> session (Rome, Italie, 27 juin - 1<sup>er</sup> juillet 2016).

## **QUESTIONS POUR EXAMEN PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS A SA 39<sup>e</sup> SESSION**

Mandat relatif à l'examen interne de la gestion des travaux du Codex piloté par le Secrétariat (par. 39 et annexe II).

Les gouvernements et organisations internationales qui souhaitent formuler des observations sur le texte susmentionné sont invités à les adresser par écrit au Secrétariat de la Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie) (courriel : [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org)) **avant le 31 mai 2016**.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé et conclusions.....	page iv
Rapport de la trentième session du Comité du Codex sur les principes généraux.....	page 1
État d'avancement des travaux .....	page 10

### Paragrapes

Introduction .....	1
Ouverture de la session.....	2-4
Adoption de l'ordre du jour (Point 1 de l'ordre du jour) .....	5
Questions soumises au Comité (Point 2 de l'ordre du jour) .....	6-7
Gestion des travaux du Codex et fonctionnement du Comité exécutif	
Mandat relatif à l'examen interne piloté par le secrétariat (Point 3 de l'ordre du jour).....	8-39
Cohérence des textes sur l'analyse des risques des comités compétents (Point 4 de l'ordre du jour) .....	40-58
Autres questions (Point 5 de l'ordre du jour).....	59-67
Date et lieu de la prochaine session (Point 6 de l'ordre du jour) .....	68

### Annexes

Annexe I : Liste des participants .....	page 11
Annexe II : Mandat relatif à l'examen interne de la gestion des travaux du Codex et du fonctionnement du Comité exécutif piloté par le Secrétariat .....	page 25

## RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

### Questions pour adoption par la Commission à sa 39<sup>e</sup> session :

Le Comité a transmis à la Commission pour adoption les amendements aux sous-sections suivantes de la section II du Manuel de procédure proposés par le CCMAS :

- section *Principes pour l'élaboration des méthodes d'analyse du Codex*, sous-section *Instructions de travail pour l'application de la démarche critères dans le Codex* (par. 7) ; et
- section *Plan de présentation des normes de produits du Codex*, sous-section *Méthodes d'analyse et d'échantillonnage* (par. 7).

### Questions intéressant le Comité exécutif et la Commission :

Le Comité :

- a transmis le mandat révisé relatif à l'examen interne de la gestion des travaux du Codex piloté par le Secrétariat au Comité exécutif et à la Commission pour examen lors de leurs 71<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> sessions, respectivement (par. 39 et annexe II) ;
- a recommandé à la Commission, en ce qui concerne la cohérence des textes sur l'analyse des risques des comités compétents, que :
  - o le CCNFSDU révisé le texte relatif à l'analyse des risques nutritionnels et réfléchisse à la manière de mentionner les JEMNU comme l'une des principales sources d'avis scientifiques (par. 55) ;
  - o le Secrétariat corrige les problèmes mineurs de numérotation identifiés dans les textes du CCCF, du CCRVDF et du CCPR en collaboration avec les comités concernés (par. 55).

### Autres questions :

Les questions suivantes ont été présentées :

- i) un document de travail sur les activités des comités travaillant uniquement par correspondance (par. 59-60) ;
- ii) un document d'information intitulé *Information Paper on Emerging Issues: A proposed Risk Management Approach to Address Detection in Food of Chemicals of Very Low Public Health Concern* (par. 61) ; et
- iii) les préoccupations concernant la migration du site web du Codex vers un nouveau domaine faisant partie de celui de la FAO (par. 62-67).

## INTRODUCTION

1. La trentième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) s'est tenue à Paris, France, du 11 au 15 avril 2016 à l'aimable invitation du gouvernement de la République française. Le professeur Michel Thibier (France) a présidé la session, en présence de délégués représentant 72 pays membres, une organisation membre, un pays observateur et neuf organisations internationales. La liste complète des participants, y compris des membres de la FAO, de l'OMS et des Secrétariats du CCGP et du Codex, est jointe à l'Annexe I.

## OUVERTURE DE LA SESSION

2. M. Jean-Louis Gérard, sous-directeur des produits alimentaires et des marchés agricoles et alimentaires au ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique, a ouvert la session et souhaité la bienvenue aux participants au nom du gouvernement français. Lors de son allocution d'ouverture, M. Gérard a rappelé au Comité que l'ordre du jour de la réunion, bien que court, contenait des tâches importantes, telles que l'élaboration du mandat relatif à l'examen interne de la gestion des travaux du Codex et du fonctionnement du Comité exécutif ainsi que l'évaluation de la cohérence des textes du Codex sur l'analyse des risques. Il a ajouté qu'une manifestation particulière consacrée au financement du fonds fiduciaire du Codex, ouverte aux pays donateurs comme aux pays bénéficiaires, se tiendrait mardi après-midi après la session plénière.
3. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont également souhaité la bienvenue aux participants et remercié le gouvernement français de la souplesse dont il a fait preuve en répondant au besoin du Comité de se réunir chaque année depuis trois ans. Ils ont souhaité aux participants un plein succès dans leurs travaux.

## Répartition des compétences

4. Conformément au paragraphe 5 de l'article II du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, le Comité a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres, telle que présentée dans le [document de séance CRD 1](#).

## ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)<sup>1</sup>

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session et a convenu d'examiner les questions suivantes au point 5 de l'ordre du jour (*Autres questions*) :
  - les activités des comités travaillant uniquement par correspondance, sur la base du document préparé par la France et l'Allemagne ([document de séance CRD 2](#)) ;
  - les problématiques émergentes : une proposition de méthode de gestion des risques pour traiter la question de la détection, dans les denrées alimentaires, de produits chimiques ne posant qu'un très faible problème de santé publique, sur la base du document préparé par la Nouvelle-Zélande ([document de séance CRD 7](#)) ;
  - la migration du site web du Codex vers le domaine de la FAO, question proposée par le Chili.

## QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ (Point 2 de l'ordre du jour)<sup>2</sup>

6. Le Comité a noté que plusieurs questions découlant de la 38<sup>e</sup> session de la Commission du Codex alimentarius étaient soumises pour information tandis que d'autres seraient examinées aux points correspondants de l'ordre du jour.

### 37<sup>e</sup> session du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS)

Section Principes pour l'élaboration des méthodes d'analyse du Codex, sous-section Instructions de travail pour l'application de la démarche critères dans le Codex ; et

Section Plan de présentation des normes de produits du Codex, sous-section Méthodes d'analyse et d'échantillonnage.

7. Le Comité a approuvé les amendements au Manuel de procédure proposés par le CCMAS à sa 37<sup>e</sup> session.

---

<sup>1</sup> [CX/GP 16/30/1](#).

<sup>2</sup> [CX/GP 16/30/2](#) ; [CX/GP 16/30/2-Add.1](#) (*Matters Arising from the 37<sup>th</sup> Session of the Committee on Methods of Analysis and Sampling (CCMAS37)*) ; observations du Sénégal ([document de séance CRD 3](#)), du Nigéria ([document de séance CRD 6](#)), de l'Inde ([document de séance CRD 16](#)) et de la Guinée ([document de séance CRD 17](#)).

**GESTION DES TRAVAUX DU CODEX ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ EXÉCUTIF – MANDAT RELATIF À L'EXAMEN INTERNE PILOTÉ PAR LE SECRÉTARIAT (Point 3 de l'ordre du jour)<sup>3</sup>**

8. Le Secrétariat du Codex a effectué un bref rappel du contexte et de l'historique de la question examinée et a expliqué la méthode suivie pour élaborer le mandat relatif à l'examen interne piloté par le Secrétariat ainsi que le résultat attendu des débats menés au sein du Comité, c'est-à-dire un mandat révisé qui sera soumis à l'examen de la Commission.

**Débat général**

9. Le débat a permis de dégager différents points de vue sur l'examen de la gestion des travaux du Codex et du fonctionnement du Comité exécutif : certaines délégations sont opposées à cet examen, d'autres sont favorables à ce qu'un examen interne (piloté par le Secrétariat) et un examen externe soient menés en parallèle, et d'autres encore sont favorables, sur le principe, à l'examen interne.
10. Les délégations qui sont intervenues ont exprimé, plus précisément, les opinions suivantes :
- i) bien que cet examen puisse être utile en vue d'améliorer le processus de gestion des travaux du Codex, ce n'est pas le bon moment pour le réaliser et il pourrait constituer une utilisation de ressources peu judicieuse, car la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation indépendante du Codex de 2002 (« Évaluation de 2002 ») a été considérée comme achevée il y a seulement sept ans, en 2009 ;
  - ii) aucun problème n'a été détecté dans le fonctionnement du Comité exécutif ; la conduite de cet examen devrait être clairement justifiée et son objectif davantage clarifié et plus précis ;
  - iii) l'examen proposé est centré sur l'efficacité du Comité exécutif ; or, il n'existe actuellement aucun élément probant indiquant qu'un manque d'efficacité dans la gestion des travaux nuit à la santé publique et au commerce international des denrées alimentaires ;
  - iv) l'examen interne devrait donner lieu à une étude approfondie de l'efficacité du Comité exécutif ; la portée de cet examen ne devrait pas être trop ambitieuse et devrait être centrée sur les questions clés liées à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience du Codex ;
  - v) l'examen devrait se limiter au Comité exécutif ;
  - vi) il serait regrettable de limiter l'examen au Comité exécutif, et cela ne permettrait pas de fournir des informations pertinentes pour évaluer l'efficacité du Codex ;
  - vii) il est nécessaire d'examiner et d'analyser davantage la situation avant de mener cet examen, par exemple de recueillir des informations sur les obstacles entravant le bon fonctionnement du Codex, sur les réunions des organes subsidiaires et groupes de travail du Codex, sur l'intervalle entre les réunions et sur la traduction des documents ;
  - viii) l'examen proposé fait double emploi avec les travaux de suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 (« Plan stratégique »), dont la portée recoupe celle de l'examen proposé ; le Plan stratégique dispose d'indicateurs et d'extrants mesurables et il serait peut-être préférable de se concentrer pour l'heure sur la mise en œuvre du Plan stratégique et de prendre plus de temps pour élaborer et amorcer un processus d'examen fondé sur des données factuelles et reposant sur les initiatives des membres du Codex ;
  - ix) c'est le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique qui devrait déterminer si un examen est nécessaire ou non ; si cet examen est mené à bien, il devrait s'inscrire dans l'objectif stratégique n° 4 du Plan stratégique (« Mettre en œuvre des systèmes et des pratiques de gestion des tâches efficaces et efficaces ») et s'appuyer sur des données claires ;
  - x) l'examen est un projet coûteux et il est important d'utiliser les mécanismes existants permettant d'étudier la gestion des travaux du Codex ; l'objectif stratégique n° 4 constitue un cadre utile pour

---

<sup>3</sup> [CX/GP 16/30/3](#) ; observations de l'Australie, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Nicaragua, de la Norvège, de la République dominicaine, de la République islamique d'Iran, de la Suisse et de l'Union européenne ([CX/GP 16/30/3-Add.1](#)) ; observations du Brésil, du Ghana, du Kenya, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, de la Thaïlande et de l'Union africaine ([CX/GP 16/30/3-Add.2](#)) ; observations du Sénégal ([document de séance CRD 3](#)) ; observations du Costa Rica, de l'Équateur, du Paraguay et de la République dominicaine ([document de séance CRD 5](#)) ; observations du Nigéria ([document de séance CRD 6](#)) ; observations de la République de Corée ([document de séance CRD 8](#)) ; observations de la Malaisie ([document de séance CRD 10](#)) ; observations de l'Équateur ([document de séance CRD 11](#)) ; observations de El Salvador ([document de séance CRD 12](#)) ; observations de l'Argentine ([document de séance CRD 13](#)) ; observations du Mali ([document de séance CRD 14](#)) ; observations de l'Uruguay ([document de séance CRD 15](#)) ; observations de l'Inde ([document de séance CRD 16](#)) ; observations de la Guinée ([document de séance CRD 17](#)).

- examiner les travaux du Codex en continu et s'assurer que le programme du Codex est mis en œuvre de manière efficace ; l'examen devrait plutôt être mené après l'achèvement de la mise en œuvre du Plan stratégique ; les efforts actuellement déployés devraient se concentrer sur la mise en œuvre du Plan stratégique, en particulier de son objectif stratégique n° 4 ;
- xi) le Plan stratégique devrait servir de base à l'examen, lequel ne devrait pas se limiter à l'objectif stratégique n° 4 ;
  - xii) les ressources requises pour mener cet examen pourraient être employées à des fins plus utiles, par exemple pour aider à la mise en œuvre du nouveau Fonds fiduciaire du Codex (« Fonds fiduciaire 2 »), améliorer la disponibilité et la traduction en temps voulu des documents de travail du Codex ou accélérer le processus d'élaboration des normes du Codex ;
  - xiii) les ressources nécessaires à cet examen sont minimales par rapport aux sommes déjà investies lors des deux années de discussion sur cette question ; les ressources investies aux fins de cet examen conduiraient à une amélioration de l'efficacité et de l'efficience, ce qui générerait des économies à l'avenir ;
  - xiv) l'examen devrait rester centré sur les six domaines clés identifiés par le Comité exécutif à sa 70<sup>e</sup> session, dont la Commission a pris note dans sa conclusion à sa 38<sup>e</sup> session ;
  - xv) l'examen devrait également porter sur les questions liées aux problématiques émergentes et à la collaboration entre les comités ; il s'agit de questions opérationnelles urgentes auxquelles le Codex est actuellement confronté.
  - xvi) L'autonomie du Codex Alimentarius par rapport aux organisations mères devrait être préservée ; l'implication des comités régionaux de coordination FAO/OMS dans cette discussion permettrait de s'assurer de la participation du plus grand nombre ;
  - xvii) le document ne porte que sur une partie de l'évaluation (c'est-à-dire l'examen interne). Avant de prendre une décision sur la manière de procéder, il serait important d'avoir une vision plus large, englobant à la fois l'examen interne et l'examen externe ;
  - xviii) il est important de faire la différence entre la portée de l'examen interne et celle de l'examen externe. L'examen interne devrait porter sur les aspects opérationnels du Codex et entraîner une évolution, et non une refonte, des pratiques de gestion du Codex au moyen de changements progressifs. L'examen externe devrait être orienté sur les aspects stratégiques du Codex. Les deux examens pourraient être menés en parallèle ;
  - xix) aucune décision n'a encore été prise sur la nécessité d'un examen externe et ce Comité ne devrait pas y faire référence car cela outrepasserait le mandat qui lui a été confié. Il est important d'examiner les résultats de l'examen interne piloté par le Secrétariat (phase 1) avant de s'interroger sur la pertinence d'un examen externe (phase 2) ;
  - xx) il n'existe pas de mécanisme clair de suivi de l'objectif stratégique n° 4 et d'amélioration continue ; la révision du mandat relatif à l'examen interne est l'occasion d'atteindre ces objectifs ; le calendrier proposé pour mener cet examen (huit mois) est trop court et la mise en place de mécanismes d'examen en continu associant pleinement les membres du Codex devrait être envisagée ;
  - xxi) le Plan stratégique définit des objectifs et des objectifs stratégiques pour la période 2014-2019 qu'il conviendrait de poursuivre activement. L'examen semble un moyen évident de mettre en œuvre ces objectifs stratégiques.
11. La représentante de la FAO, en réponse à des demandes de clarification et au souhait exprimé par certaines délégations de connaître son opinion sur l'examen ainsi que sur l'utilisation des ressources, a fait remarquer que l'idée d'un processus d'examen de la gestion des travaux du Codex avait été débattue depuis 2014 lors de sessions du CCGP, du Comité exécutif et de la Commission, et avait été suscité l'adhésion à chacune de ces sessions. Elle a ajouté que l'amélioration du fonctionnement du système du Codex était une question de grande importance pour cette organisation. Par ailleurs, la tâche que la Commission, à sa 38<sup>e</sup> session, a assignée à la présente session du CCGP était d'élaborer le mandat, et le Comité devrait mener à bien cette tâche. Ce serait à la Commission de décider ensuite de poursuivre ou non les travaux sur l'examen de la gestion des travaux du Codex.
12. La représentante a souligné le fait que cette session du CCGP avait toute liberté de réviser le projet de mandat préparé par le Secrétariat. Le calendrier et le budget dépendraient en fait des conclusions des débats menés au sein du Comité sur le contenu du mandat. La représentante a ajouté que les discussions qui ont eu lieu à ce sujet depuis 2014 prévoyaient un processus en deux étapes, la nécessité et la portée de l'évaluation externe dépendant des résultats de l'examen interne. Elle a toutefois précisé qu'il pouvait être envisagé, si ce Comité le souhaitait, de mener les phases 1 et 2 simultanément.

13. La représentante a par ailleurs rappelé au Comité que les fonds alloués au fonctionnement du Codex pour cet exercice biennal ne pouvaient pas être transférés vers des activités de renforcement des capacités. Elle a conclu en indiquant que toute discussion sur une éventuelle évaluation externe devait tenir compte de la question du financement.
14. Le représentant de l'OMS a rappelé au Comité que, globalement, il revenait aux directeurs généraux de la FAO et de l'OMS de décider de mener une évaluation d'un programme technique donné lorsqu'ils l'estimaient nécessaire ou approprié. Si une évaluation devait avoir lieu, il serait dans l'intérêt des secrétariats de l'OMS et de la FAO de recueillir l'opinion des États membres, afin de veiller à ce que cette évaluation soit utile et pertinente. En ce sens, les débats menés actuellement au sein du CCGP et les conseils de la Commission étaient les bienvenus. Ainsi, le fait de consacrer environ 1 % du budget du Codex et du temps de travail du personnel des secrétariats de la FAO et de l'OMS pour mener un examen ciblé des activités du Codex semblait être un bon investissement en vue d'améliorer l'efficacité du programme du Codex, alors qu'un examen ou une évaluation plus larges nécessiteraient une planification en amont, notamment l'identification de ressources au sein de l'OMS et de la FAO. Pour conclure, le représentant a rappelé que l'évaluation du Codex menée en 2001 et 2002 avait été conduite sur une période de 18 mois et il a recommandé que l'examen proposé, même s'il est de portée restreinte, ne sacrifie pas la qualité à la rapidité.
15. Le Secrétariat du Codex a précisé que la Commission, à sa 38<sup>e</sup> session, avait convenu du calendrier et du processus pour délimiter la portée de la phase 1 (examen interne piloté par le Secrétariat) et avait chargé le CCGP d'examiner, à sa 30<sup>e</sup> session, le document et les observations formulées afin de créer une nouvelle version de synthèse du document<sup>4</sup>. Il a ajouté que le CCGP n'avait pas le pouvoir de décider d'annuler l'examen de la gestion des travaux du Codex et du fonctionnement du Comité exécutif.
16. Le Secrétariat a ajouté que le Comité exécutif était convenu, à sa 69<sup>e</sup> session, « qu'un processus en deux étapes, tout d'abord interne sous la direction du Secrétariat et par la suite externe, pourrait être suivi pour examiner la gestion des travaux du Codex » et que « l'examen interne mené sous la direction du Secrétariat sera[it] entamé selon les modalités qui auront été définies et approuvées par la Commission à sa 38<sup>e</sup> session. L'opportunité d'un examen externe et les modalités de cet examen, le cas échéant, seront également examinées par la Commission. »<sup>5</sup>
17. Le Comité a pris note du fait que l'éventualité d'un examen externe (phase 2) était examinée au sein de la Commission et que le CCGP n'avait pas été mandaté pour traiter cette question à sa 30<sup>e</sup> session.
18. Le Comité a également reconnu que la Commission avait demandé au CCGP de préparer un document révisé relatif à l'examen interne (phase 1) et non de débattre de l'éventuelle annulation de cet examen. La décision de poursuivre ou non l'examen ressort en effet de la compétence de la Commission, qui sera libre de se prononcer sur cette question à sa 39<sup>e</sup> session.

### **Examen détaillé du projet de mandat relatif à l'examen interne piloté par le Secrétariat**

19. Le Secrétariat du Codex a expliqué que la structure du mandat suivait le modèle mis au point par le Bureau de l'évaluation de la FAO et qu'il comportait les sections suivantes : *Introduction* ; *Cadre de l'examen* (comprenant les sous-parties *Objectif*, *Questions clés et portée de l'examen*, et *Critères de l'examen*) ; *Méthodologie de l'examen* ; et *Organisation* (comprenant les sous-parties *Rôles et responsabilités*, *Compétences et composition de l'équipe chargée de l'examen*, *Calendrier*, et *Budget*).
20. Le Président a proposé de constituer un groupe de travail pendant la session qui examinerait le mandat relatif à l'examen interne piloté par le Secrétariat et rendrait compte en session plénière le mercredi 13 avril. Cependant, en l'absence de consensus sur le mandat de ce groupe de travail, le Comité a décidé d'examiner le mandat relatif à l'examen interne piloté par le Secrétariat (annexe du document CX/GP 16/30/3) en session plénière.

## 2. Cadre de l'examen

### 2.1 Objectif

21. Le Comité a procédé à un long échange de vues sur l'objectif de l'examen. Les délégations ont exprimé différents points de vue sur le fait de savoir si l'examen devrait être centré sur la mise en œuvre du Plan stratégique dans son ensemble ou sur l'objectif stratégique n° 4 uniquement.

---

<sup>4</sup> [REP15/CAC](#), par. 106, point d).

<sup>5</sup> [REP14/EXEC](#) par. 74

22. Une délégation a noté que l'examen pourrait traiter, dans le Manuel de procédure, le choix du moment de l'élection des coordonnateurs régionaux et des membres élus sur une base géographique, élection qui intervient actuellement la même année (sauf pour le CCEURO), ce qui ne favorise pas la continuité au sein du Comité exécutif car les nouveaux membres élus au Comité exécutif ne peuvent pas bénéficier de l'expérience des membres existants.
23. Le Comité a noté que la section *Introduction* fournissait une explication claire du lien entre l'examen et le Plan stratégique, en particulier son objectif stratégique n° 4. Le Comité a également pris note de la nécessité de disposer d'un mandat clair et simple et d'une articulation logique entre la phrase d'introduction et les puces qui la suivent.
24. Devant l'impossibilité de parvenir à un accord sur le fait de savoir si l'examen interne de la gestion des travaux du Codex devrait s'effectuer « conformément à l'objectif stratégique n° 4 » uniquement ou « à la lumière de la mise en œuvre du Plan stratégique (2014-2019), en particulier de l'objectif stratégique n° 4 », le Comité est convenu de conserver les deux options entre crochets en vue de leur examen par le Comité exécutif et la Commission.

### *2.2 Questions clés et portée de l'examen*

25. Le Comité est convenu de supprimer les quatre questions clés proposées et de modifier en conséquence le titre de la sous-partie ainsi que le paragraphe d'introduction relatif à la portée de l'examen.
26. Le Comité a révisé le paragraphe d'introduction pour indiquer que l'examen se concentrerait sur les pratiques de gestion des travaux du Codex et sur la relation entre la Commission du Codex Alimentarius et le Comité exécutif.
27. Le Comité est convenu de supprimer les éléments qui n'étaient pas directement liés aux aspects opérationnels de la Commission et du Comité exécutif, à savoir l'objectif et les principes, la conformité avec les politiques appliquées par les organisations mères, la FAO et l'OMS, la visibilité et la pertinence du Codex et la capacité de la Commission à répondre aux besoins de toutes les parties intéressées.
28. Il a été suggéré d'inclure deux autres éléments, à savoir la « collaboration entre les comités du Codex » et la « capacité de réagir face aux problématiques émergentes ». Cependant, en l'absence de consensus sur le fait de savoir si l'examen devait se concentrer uniquement sur l'objectif stratégique n° 4 et si ces nouveaux éléments avaient une dimension opérationnelle, ceux-ci ont été insérés entre crochets.
29. Les deux puces relatives aux « rôles et compétences des présidents, vice-présidents et membres du Comité exécutif » et aux « fonctions essentielles et responsabilités du Comité exécutif, y compris l'examen critique » ont également été insérées entre crochets.

Plusieurs délégations ont fait observer que les questions relatives à la gouvernance stratégique, au processus décisionnel du Codex et à la représentativité du Comité exécutif pourraient faire l'objet d'une éventuelle procédure d'examen externe.

30. Plusieurs autres délégations ont indiqué qu'elles n'étaient pas d'accord pour inclure ces questions (énumérées au paragraphe précédent). Elles ont fait valoir qu'il n'existait aucun mécanisme permettant de mettre en œuvre une telle procédure et que cela ne correspondait pas au mandat confié au Comité pour cet examen.

### *2.3 Critères de l'examen*

31. Le Comité a noté que les critères de l'examen s'appuyaient sur les critères d'évaluation de l'ONU mais que ces derniers n'étaient pas tous pertinents pour la proposition d'examen interne de la gestion des travaux du Codex piloté par le Secrétariat. Par conséquent, le Comité a supprimé les deux derniers critères (« impact » et « égalité »).

## 3. Méthodologie de l'examen

### *3.1 Démarche et outils*

32. Le Comité est convenu des points suivants :
  - i. la méthodologie utilisée lors de l'examen devrait être conforme à la méthodologie d'évaluation employée au sein des Nations Unies ;
  - ii. les membres du Codex devraient avoir la possibilité d'être informés de la méthodologie et des outils utilisés lors de l'examen, et de formuler des observations à ce sujet ;
  - iii. l'examen devrait associer non seulement les membres du Codex mais aussi les observateurs ;
  - iv. il revient au Secrétariat du Codex de décider si une aide extérieure est nécessaire ou non.

33. Le Comité a observé que plusieurs délégations insistaient sur le fait que les outils utilisés lors de l'examen, notamment les questionnaires, devaient être clairs, simples et non sujets à interprétation. Les questions posées devaient être validées. Dans cette perspective, le Comité a pris note du fait que le Secrétariat du Codex concevrait l'examen avec l'aide d'experts de la FAO et de l'OMS en matière d'évaluation. Le Secrétariat du Codex a également précisé qu'il ne disposait pas des compétences techniques requises pour mener l'examen et qu'il serait donc nécessaire de recruter un conseiller en gestion pour assurer sa qualité.
34. En ce qui concerne la participation des comités régionaux de coordination FAO/OMS à un stade précoce de l'examen interne, le Comité a pris note des points suivants :
- il a été demandé à tous les membres et observateurs du Codex de formuler des observations sur la proposition de mandat relatif à la phase 1 ;
  - le calendrier des sessions des comités régionaux de coordination en 2016-2017 (de septembre 2016 à février 2017) ne permettrait qu'à quelques-uns d'entre eux (ceux se réunissant après le mois d'octobre 2016) de contribuer à la conception de l'examen interne.
35. Afin d'assurer la participation du plus grand nombre et la transparence du processus, le Comité est convenu qu'un rapport initial relatif à l'examen (à inclure dans le calendrier), détaillant la manière dont l'examen sera conçu et les outils utilisés, serait diffusé auprès des membres et observateurs du Codex afin que ceux-ci apportent leur contribution.
36. Le Comité n'a pas examiné les points 3.2 *Processus de consultation*, 4.1 *Rôles et responsabilités*, 4.2 *Compétences et composition de l'équipe chargée de l'examen* et 4.4 *Budget* faute de temps.
- 4.3 *Calendrier*
37. Le Comité a fait remarquer que l'examen était un processus complexe, impliquant l'ensemble des membres du Codex, et qu'il ne devrait pas être soumis à un calendrier serré (celui proposé s'étendant sur huit mois afin d'achever l'examen avant la 40<sup>e</sup> session de la Commission, en 2017).
38. Pour éviter que des contraintes temporelles ne nuisent à la qualité de l'examen, le Comité a proposé d'allonger le calendrier, qui pourrait s'étendre sur deux années au maximum à compter de la 39<sup>e</sup> session de la Commission, ce qui offrirait l'avantage de disposer de plus de temps pour préparer le rapport initial et diffuser celui-ci auprès des membres et observateurs du Codex pour observations, pour soumettre le rapport provisoire à l'examen du CCGP, pour soumettre le rapport final à l'examen de la Commission et pour faire participer les comités régionaux de coordination au processus de mise en œuvre lors de leurs sessions de 2018-2019. Le Comité est par ailleurs convenu de tenir les comités régionaux de coordination informés, lors de la période 2016-2017, de l'avancée des travaux relatifs à cet examen.

### **Conclusion**

39. Le Comité a transmis le mandat révisé relatif à l'examen interne de la gestion des travaux du Codex piloté par le Secrétariat (annexe II) au Comité exécutif et à la Commission pour examen à leurs 71<sup>e</sup> session et 39<sup>e</sup> session, respectivement.

### **COHÉRENCE DES TEXTES SUR L'ANALYSE DES RISQUES DES COMITÉS COMPÉTENTS (Point 4 de l'ordre du jour)<sup>6</sup>**

40. Le Secrétariat a présenté le document.

#### **Débat général**

41. Se référant aux documents de séance CRD 4 et CRD 13, les délégations de la région Amérique latine et Caraïbes ont déclaré qu'à leur avis, le document ne remplissait pas la mission confiée au Secrétariat par la Commission à sa 37<sup>e</sup> session, à savoir de tenir compte de leurs préoccupations concernant la procédure d'examen périodique appliquée par le CCPR (REP14/CAC, par. 46). Elles ont demandé que cette question reste à l'ordre du jour du CCGP jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.
42. Ces délégations ont fait observer que le document CX/GP 16/30/4 ne proposait pas une analyse approfondie de la cohérence des textes sur l'analyse des risques entre les différents comités et par rapport aux *Principes de travail pour l'analyse des risques*.

---

<sup>6</sup> [CX/GP 16/30/4](#) ; observations du Costa Rica, du Ghana, de la République de Corée, des Philippines, de l'Union africaine et de l'Union européenne ([CX/GP 16/30/4-Add.1](#)) ; observations du Sénégal ([document de séance CRD 3](#)) ; observations du Nigéria ([document de séance CRD 6](#)) ; observations du Brésil et du Costa Rica ([document de séance CRD 9](#)) ; observations de l'Équateur ([document de séance CRD 11](#)) ; observations de El Salvador ([document de séance CRD 12](#)) ; observations de l'Argentine ([document de séance CRD 13](#)) ; observations de l'Inde ([document de séance CRD 16](#)) ; observations de la Guinée ([document de séance CRD 17](#)).

43. Selon elles, il existait des incohérences entre les principes d'analyse des risques appliqués par le Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, le Comité sur les additifs alimentaires et le Comité sur les résidus de pesticides, alors que ces comités étaient tous chargés d'évaluer des risques relatifs à des produits chimiques. Elles ont également fait observer que dans certains cas, le CCPR et le CCRVDF appliquaient des principes d'analyse des risques différents à la même substance. Elles ont noté en particulier que le seul texte sur l'analyse des risques qui prévoyait une obligation d'examen périodique pour les limites maximales de résidus et leur retrait du simple fait qu'un certain temps s'est écoulé était les *Principes pour l'analyse des risques appliqués par le CCPR*. Elles ont réaffirmé l'incohérence des principes d'analyse des risques du CCPR avec les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius*.
44. Ces délégations ont également souligné le caractère urgent de ce problème. Elles ont rappelé que le Codex n'était pas juste un organisme technique, mais l'organisation de référence au plan international pour l'Organisation mondiale du commerce. Les règles du Codex devaient garantir la cohérence des dispositions, en particulier dans le domaine de l'analyse des risques, conformément aux bases scientifiques qui sous-tendent ses travaux.
45. Le Secrétariat a précisé qu'en réalisant cet exercice, il n'était pas entré dans les particularités techniques des différents textes mais s'était intéressé aux concepts généraux de l'analyse des risques, lesquels avaient été jugés cohérents. Le Secrétariat a également fait observer que les préoccupations formulées concernant l'examen périodique avaient été débattues à plusieurs reprises au sein du CCPR, qui était l'organe compétent sur cette question. Le Secrétariat a indiqué qu'il ne lui appartenait pas de fournir des orientations plus détaillées sur cette question.
46. Le représentant de l'OMS a précisé que le concept d'examen périodique était accepté et appliqué de longue date par le CCPR, et ce bien avant que le texte sur l'analyse des risques ne soit élaboré. La mention explicite de l'examen périodique dans le texte du CCPR apportait à la procédure d'évaluation plus de clarté et de prévisibilité. Il a fait observer que, du point de vue de la santé publique, des produits chimiques appartenant à différentes catégories (additifs alimentaires, résidus de pesticides, résidus de médicaments vétérinaires, contaminants) présentaient des profils de dangers différents dans les aliments et que l'application d'approches différentes de l'analyse des risques était justifiée. La cohérence des approches suivies par divers comités du Codex devait être jugée à l'aune de leur capacité à servir effectivement l'objectif de protection de la santé des consommateurs et non en vérifiant la similitude des termes employés. Le représentant a reconnu que la question essentielle qui se posait était de trouver le moyen d'assurer la production et la transmission de données pertinentes afin de permettre à la JMPR de procéder à des réévaluations lorsque nécessaire, et que le CCPR s'efforçait actuellement de résoudre cette question importante.
47. La représentante de la FAO a reconnu que cette question avait des incidences majeures sur la protection des consommateurs et le commerce et s'est déclarée en accord avec les explications fournies par l'OMS. Elle a également évoqué une autre explication, fournie par le secrétaire de la JMPR, à savoir qu'au bout de 15-20 ans, il était courant de voir évoluer les bonnes pratiques agricoles avec une modification des doses d'emploi et des dosages préconisés. C'était l'une des raisons pour lesquelles le CCPR avait jugé nécessaire de procéder à une réévaluation périodique. Elle a convenu avec l'Argentine qu'il ne s'agissait pas là d'une question d'ordre juridique ou linguistique, mais bien technique.
48. La délégation de l'Argentine a rappelé la déclaration qu'elle avait faite à ce Comité (document de séance CRD 13) et a souligné son désaccord avec les réponses apportées par les Secrétariats du Codex Alimentarius, de l'OMS et de la FAO ; en effet, ces derniers n'avaient pas traité la question de l'incohérence des principes d'analyse des risques du CCPR par rapport à ceux des autres comités du Codex et aux *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius*, ce qui constituait le cœur du problème, à savoir le fait que le CCPR n'agissait pas en conformité avec les principes scientifiques qui sont à la base des travaux du Codex.
49. D'autres délégations ont fait remarquer que l'examen périodique appliqué par le CCPR n'était pas une question relative à la cohérence et que le CCGP ne disposait pas des compétences techniques requises pour examiner cette question ni pour formuler des recommandations ou des demandes plus précises à la Commission ou au CCPR, au sein duquel cette question avait déjà fait l'objet de longs débats. Elles estimaient que la mission confiée au Secrétariat avait été remplie et que cette question ne devait plus figurer à l'ordre du jour du CCGP.

## Examen des recommandations

### Recommandations à court terme (paragraphe 16 et 17)

50. Le représentant de l'OMS a rappelé au Comité l'existence du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles (NUGAG) établi en 2010 par l'Assemblée mondiale de la santé et l'Assemblée générale des Nations Unies, qui avait parfois fourni au Codex des avis scientifiques sur des questions de nutrition. Il estimait que le fait de mentionner les JEMNU comme « la principale source » d'avis scientifiques pour le CCNFSDU reviendrait à s'éloigner de la pratique actuelle et à exclure le NUGAG, qui contribuait au processus d'établissement des normes du Codex.
51. La représentante de la FAO a souligné le rôle positif des avis scientifiques fournis au Codex par les organismes mixtes d'experts de la FAO et de l'OMS, tels que le JECFA, les JEMRA, la JMPR et d'autres réunions d'experts *ad hoc*. Elle a fait observer que les *Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur la nutrition* (JEMNU) existaient depuis plusieurs années et n'avaient jusqu'à présent reçu aucune demande d'avis scientifique de la part du Codex. Elle a également indiqué que cette question était de la plus haute importance pour la FAO et devait être traitée de manière urgente en désignant les JEMNU comme l'une des principales sources d'avis scientifiques. Elle a ajouté que cela n'interdirait pas d'utiliser des avis scientifiques provenant d'autres sources si nécessaire.
52. Plusieurs délégations ont fait remarquer qu'il serait souhaitable d'utiliser une formulation cohérente avec celle choisie par d'autres comités et que la décision finale sur la manière de mentionner les JEMNU devait être laissée au CCNFSDU.
53. Le Comité a appuyé la recommandation relative aux corrections d'ordre rédactionnel (par. 17).

### Recommandation à moyen terme (paragraphe 18 et 19)

54. Les membres du Comité n'ont pas appuyé les recommandations à moyen terme.

## Conclusion

55. Le Comité est convenu de recommander à la Commission que :
- le CCNFSDU révisé le texte relatif à l'analyse des risques nutritionnels et réfléchisse à la manière de mentionner les JEMNU comme l'une des principales sources d'avis scientifiques ;
  - le Secrétariat corrige les problèmes mineurs de numérotation identifiés dans les textes du CCCF, du CCRVDF et du CCPR en collaboration avec les comités concernés.
56. Le Président a déclaré que le Comité avait pris note des préoccupations exprimées par les délégations sur la procédure d'examen périodique et qu'il ne doutait pas que la Commission en prendrait bonne note à son tour.
57. Plusieurs délégations ont estimé que la tâche confiée au CCGP avait été accomplie et que ce point ne devait pas être maintenu à l'ordre du jour du Comité.
58. L'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, la Jamaïque, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay ont exprimé leurs réserves, considérant que le document ne remplissait pas la mission que la Commission avait confiée au Secrétariat et que ce point devait être maintenu à l'ordre du jour du Comité.

## AUTRES QUESTIONS (Point 5 de l'ordre du jour)

### **Document de travail sur les activités des comités travaillant uniquement par correspondance<sup>7</sup>**

59. L'Allemagne a présenté le document de séance CRD 2, préparé avec la France, pour attirer l'attention du CCGP sur la question des comités travaillant uniquement par correspondance. L'Allemagne a fait observer que cette même question était à l'ordre du jour de la 71<sup>e</sup> session du Comité exécutif, et a exprimé le souhait que la Commission s'en saisisse également.
60. Les délégations ont reconnu la nécessité de traiter cette question et de définir des orientations en la matière, qui pourraient contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficience du fonctionnement du Codex.

---

<sup>7</sup> Document de travail sur les activités des comités travaillant uniquement par correspondance, préparé par la France et l'Allemagne ([document de séance CRD 2](#)).

**Document d'information intitulé *Information Paper on Emerging Issues: A proposed Risk Management Approach to Address Detection in Food of Chemicals of Very Low Public Health Concern***<sup>8</sup>

61. La Nouvelle-Zélande a présenté le document de séance CRD 7, en faisant remarquer que la question de la détection des produits chimiques ne posant qu'un très faible problème de santé publique était une problématique émergente pour différentes raisons expliquées dans le document et qu'elle pourrait avoir une incidence sur le commerce international des denrées alimentaires. La Nouvelle-Zélande a annoncé son intention de préparer un document plus détaillé et de soumettre cette question à l'attention de la Commission.

**Migration du site web du Codex**

62. Le Chili a fait part de ses préoccupations au sujet de la migration du site web du Codex de son domaine actuel ([www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)) vers un nouveau domaine faisant partie de celui de la FAO ([www.fao.org/fao-who-codexalimentarius](http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius)). Le Chili considère que les membres du Codex auraient dû être consultés avant que cette migration ait lieu, conformément au Manuel de procédure, qui établit que ce type de changement ne devrait être effectué qu'en consultation avec la Commission. Selon lui, la migration du site web pourrait nuire à la visibilité du Codex en tant qu'organisation de normalisation, rendre l'accès aux informations plus difficile tant pour les particuliers que pour les autres organisations et menacer l'indépendance et le caractère conjoint du programme du Codex.
63. Le Secrétariat a expliqué que le déplacement du site web du Codex s'inscrivait dans un processus de consolidation plus large touchant plusieurs sites web indépendants de la FAO et visant à harmoniser l'apparence des pages des différents programmes de la FAO. Le Codex étant un programme conjoint de la FAO et de l'OMS, le Secrétariat avait commencé par négocier avec le service de la FAO concerné puis soumis cette question à l'attention des sous-directeurs généraux de la FAO et de l'OMS, qui étaient convenus de demander à ce que le Codex soit exempté de cette migration. Toutefois, le Bureau de la communication de la FAO a refusé d'accorder cette exemption et la migration a été effectuée en janvier 2016.
64. Le représentant de l'OMS a confirmé que la migration du site web du Codex vers le domaine de la FAO s'était faite sans l'accord de l'OMS.
65. La représentante de la FAO a affirmé que la FAO n'avait nullement l'intention de porter atteinte au caractère conjoint du programme. Elle a déclaré que le Secrétariat du Codex était hébergé par la FAO et qu'il était donc soumis aux règles administratives de cette organisation, notamment celles relatives à la gestion des sites web.
66. Le représentant de l'OMS a informé le Comité que cette question faisait l'objet de discussions entre la FAO et l'OMS dans l'optique d'y apporter une solution, y compris par un retour éventuel au précédent nom de domaine.
67. Le Comité a pris note que le domaine [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org) continuerait de fonctionner et redirigerait automatiquement vers le domaine [www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/](http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/) jusqu'en janvier 2017, et que les membres et les autres parties intéressées pourraient demander des éclaircissements supplémentaires à la FAO.

**DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 6 de l'ordre du jour)**

68. Le Comité a pris note que sa 31<sup>e</sup> session se tiendrait à Paris au printemps 2018, sous réserve de confirmation par la Commission.

---

<sup>8</sup> *Information Paper on Emerging Issues: A proposed Risk Management Approach to Address Detection in Food of Chemicals of Very Low Public Health Concern*, préparé par la Nouvelle-Zélande ([document de séance CRD 7](#)).

## ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

SUJET	SUITE À DONNER PAR	RÉFÉRENCE (REP16/GP)
<b>Amendements au Manuel de procédure</b>		
Amendements à la section II du Manuel de procédure (propositions de la 37 <sup>e</sup> session du CCMAS)	La CCA à sa 39 <sup>e</sup> session	Par. 7
<b>Autres sujets</b>		
Gestion des travaux du codex et fonctionnement du Comité exécutif – Mandat relatif à l'examen interne piloté par le Secrétariat	Le Comité exécutif à sa 71 <sup>e</sup> session, la CCA à sa 39 <sup>e</sup> session	Par. 39 et annexe 2
Cohérence des textes sur l'analyse des risques des comités compétents	Le CCNFSDU/ le Secrétariat du Codex	Par. 55

**LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES**

**Chairperson/Président/Presidente**

**Prof Michel THIBIER**

Président CCGP  
Secrétariat Général des Affaires Européennes (SGAE)  
Secteur AGRAP  
68, rue de Bellechasse  
75700 Paris  
Tel: + 33 1 44 87 16 03  
Email: [sgae-codex-fr@sgae.gouv.fr](mailto:sgae-codex-fr@sgae.gouv.fr)

**Chair's Assistant /Assistante du Président/Asistente del Presidente**

**Ms Sophie CHARLOT**

Point de Contact du Codex SGAE - Premier ministre  
68, rue de Bellechasse  
75700 Paris  
Tel: +33.1.44.87.16.03  
Email: [sophie.charlot@sgae.gouv.fr](mailto:sophie.charlot@sgae.gouv.fr)

**ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA**

Mr Sami Kolli  
Directeur Ministère du commerce  
Ministère du commerce  
Cité Zerhouni Mokhtar El Mohammadia  
Alger  
Algeria  
Tel: 00213 21 89 05 89  
Email: [kolli-sami@mincommerce.gov.dz](mailto:kolli-sami@mincommerce.gov.dz)

Ms Nora Acherfouche  
Inspecteur Principal de la Repression des Fraudes  
Centre Algérien du Contrôle de la Qualité et de  
l'Emballage  
Ministère du Commerce RN n° 05 Bab-Ezzouar BP  
206 BEK Alger  
Algeria  
Tel: 0213 23 83 26 89  
Email: [nacherfouche@yahoo.fr](mailto:nacherfouche@yahoo.fr)

**ARGENTINA - ARGENTINE**

Mr Gabriel Taboada  
Ministro Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto  
Embajada Argentina en Francia 6, Rue Cimarosa  
Paris  
Argentina  
Tel: 33 1 44 052700  
Email: [ggt@mrecic.gov.ar](mailto:ggt@mrecic.gov.ar)

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

Mr Greg Read  
First Assistant Secretary, Exports Division Department  
of Agriculture and Water Resources  
GPO Box 858  
Canberra ACT

Australia  
Tel: +61 2 6272 3594  
Email: [greg.read@agriculture.gov.au](mailto:greg.read@agriculture.gov.au)

**AUSTRIA - AUTRICHE**

Mrs Bettina Brandtner  
Federal Ministry of Agriculture, Forestry, Environment  
and Water Management  
Stubenring 1  
Vienna  
Austria  
Tel: +43 1 71100-6713  
Email: [bettina.brandtner@bmlfuw.gv.at](mailto:bettina.brandtner@bmlfuw.gv.at)

**BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA**

Mr Carl Berthot  
General Advisor FPS Health, Food Chain safety and  
Environment  
Food, Feed and Other consumption products  
Eurostation | Place Victor Horta, 40/10  
Brussels  
Belgium  
Tel: +3225247369  
Email: [codex.be@health.belgium.be](mailto:codex.be@health.belgium.be)

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

Mr Pedro Veiga  
Ambassade du Brésil en France  
34, Cours Albert 1er  
Paris  
France  
Tel: +33 1 45 61 63 07  
Email: [pedro.veiga@itamaraty.gov.br](mailto:pedro.veiga@itamaraty.gov.br)

Ms Bianca Zimon  
Health Regulation Expert Brazilian Health Surveillance  
Agency - ANVISA  
SIA Trecho 5, Área Especial 57, Bloco D, 2º andar  
Brasília  
Brazil  
Tel: +55 (61) 3462 6894  
Email: [bianca.zimon@anvisa.gov.br](mailto:bianca.zimon@anvisa.gov.br)

Dr Guilherme Antonio Costa Junior  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Esplanada dos Ministerios Bl.D Ed.Sede 3 andar-Sala  
300  
Email: [ggguilherme@hotmail.com](mailto:ggguilherme@hotmail.com)

Mr Rogério Pereira Da Silva  
Coordinator for Codex Alimentarius Matters, Ministry  
of Agriculture, Livestock and Food Supply Postal  
Address: Esplanada dos Ministérios, Bloco "D",  
Edifício Sede, 3º andar, sala 349,  
BRASILIA  
Brazil  
Tel: +55 61 3218-2416  
Email: [rogerio.silva@agricultura.gov.br](mailto:rogerio.silva@agricultura.gov.br)

#### **BULGARIA - BULGARIE**

Mrs Iva Iantcheva  
Chief expert Ministry of Agriculture and Food  
Food Safety Department  
Blvd. "Hristo Botev" 55  
Sofia  
Bulgaria  
Tel: + 359 2 985 11 305  
Email: [IYancheva@mzh.government.bg](mailto:IYancheva@mzh.government.bg)

#### **CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**

Mr Theng Dim  
Deputy Director General Ministry Of Commerce  
Cambodia Import Export Inspection and Fraud  
Repression Directorate General National Road No1/  
Str 18, Phum Kdey Takoy, Sangkat Vielsbov, Khan  
Chbar Ampoeu  
PhnomPenh  
Cambodia  
Tel: +85512526660  
Email: [codex.cambodia@gmail.com](mailto:codex.cambodia@gmail.com)

#### **CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN**

Mr Awal Mohamadou  
Chargé d'étude assistant Agence des Normes et de la  
Qualité  
Direction Générale Yaoundé  
Cameroun  
Tel: +237 699420780  
Email: [moawaln@yahoo.fr](mailto:moawaln@yahoo.fr)

#### **CANADA - CANADÁ**

Ms Marie-Pierre Parenteau  
Manager Health Canada  
International, Interagency Intergovernmental Affairs  
251 Sir Frederick Banting Driveway, AL 2204C  
Ottawa  
Canada  
Tel: 613-941-4616  
Email: [Marie-Pierre.Parenteau@hc-sc.gc.ca](mailto:Marie-Pierre.Parenteau@hc-sc.gc.ca)

Ms Reem Barakat  
Deputy Director Canadian Food Inspection Agency  
International Standards Setting Section  
1400 Merivale Road  
Ottawa  
Canada  
Tel: 613-773-5658  
Email: [Reem.Barakat@Inspection.gc.ca](mailto:Reem.Barakat@Inspection.gc.ca)

Ms Nancy Ing  
Regulatory Policy & Risk Management Specialist  
Health Canada  
251 Sir Frederick Banting Driveway, Al 2204 C  
Ottawa  
Canada  
Tel: 613-941-5163  
Email: [Nancy.Ing@HC-SC.gc.ca](mailto:Nancy.Ing@HC-SC.gc.ca)

Ms Anne-Christine Poulin  
Senior Trade Policy Analyst Agriculture and Agri-Food  
Canada  
Technical Trade Policy Division 1305 Baseline Road  
Tower 5, Floor 5, Room 343  
Ottawa  
Canada  
Tel: 613-773-3561  
Email: [Anne-Christine.Poulin@AGR.GC.CA](mailto:Anne-Christine.Poulin@AGR.GC.CA)

#### **CHILE - CHILI**

Ms Ana Cristina Canales  
Asesor Ministerio de Relaciones Exteriores  
DIRECON Teatino 180, piso 11  
Santiago  
Chile  
Tel: +56 2 28275237  
Email: [acanales@direcon.gob.cl](mailto:acanales@direcon.gob.cl)

#### **CHINA - CHINE**

Ms Lixia Wang  
Public Health Physician/Deputy Director Guangdong  
Entry-Exit Inspection and Quarantine Bureau  
No.66 Huachengdadao Zhujiang New Town  
Guangzhou  
China  
Tel: +86-20-38290412  
Email: [18818869439@139.com](mailto:18818869439@139.com)

Ms Jiao Xu  
Department Director National Health and Family  
Planning Commission of the PRC  
1# Xizhimenwai South Road, Xicheng District, Beijing  
China  
Tel: +86-10-68792615  
Email: [wjwfxjc@126.com](mailto:wjwfxjc@126.com)

Mr Guibiao Ye  
Professor/Director, CCPR Secretariat Institute for the  
Control of Agrochemicals, Ministry of Agriculture  
(ICAMA), Room 904, Building NO.18, Maizidian Street,  
Chaoyang District  
Beijing  
China  
Tel: +86-10-59194302  
Email: [yequibiao@agri.gov.cn](mailto:yequibiao@agri.gov.cn)

Mr Xinming Zhang  
 Division Director Development Center of Science and  
 Technology, MOA  
 Nongfengdasha, N0.96 Dongsanhuannanlu, Chaoyang  
 District,  
 Beijing  
 China  
 Tel: +86-10-59199375  
 Email: [zhangxinming@agri.gov.cn](mailto:zhangxinming@agri.gov.cn)

Ms Weiran Zheng  
 Assistant researcher Zhejiang Academy of Agricultural  
 Sciences  
 NO.198, Shiqiao Road, Hangzhou, Zhejiang  
 Hangzhou  
 China  
 Tel: +86-571-86419068  
 Email: [rancki@163.com](mailto:rancki@163.com)

#### **COSTA RICA**

Ms Isabel Cristina Araya Badilla  
 Directora Ministerio de Economía, Industria y  
 Comercio  
 Dirección Mejora Regulatoria y Reglamentación  
 Técnica San José  
 Costa Rica  
 Tel: (506) 2549-1433  
 Email: [iaraya@meic.go.cr](mailto:iaraya@meic.go.cr)

#### **CROATIA - CROATIE - CROACIA**

Mrs Iva Mraović  
 Codex Contact Point Croatian Standards Institute  
 (HZN)  
 Ulica Grada Vukovara 78  
 Zagreb  
 Croatia  
 Tel: +385 1 6106754  
 Email: [iva.mraovic@hzn.hr](mailto:iva.mraovic@hzn.hr)

#### **CÔTE D'IVOIRE**

Mr Brou Comoe Marius Rodriguise  
 Président du Conseil d'Administration de la FACACI  
 Côte d'Ivoire  
 Tel: +225 47250505  
 Email: [micopci@yahoo.fr](mailto:micopci@yahoo.fr)

#### **DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA**

Mr Knud Østergaard  
 Head of Division Danish Veterinary and Food  
 Administration  
 Stationsparken 31  
 Glostrup  
 Denmark  
 Tel: +45 7227 6705  
 Email: [koe@fvst.dk](mailto:koe@fvst.dk)

Mrs Jytte Kjaergaard  
 Head of Section Danish Veterinary and Food  
 Administration  
 Stationsparken 31  
 Glostrup  
 Denmark  
 Tel: +45 7227 6706  
 Email: [jk@fvst.dk](mailto:jk@fvst.dk)

#### **DOMINICAN REPUBLIC - DOMINICAINE, RÉPUBLIQUE - DOMINICANA, REPÚBLICA**

Dr Fátima Del Rosario Cabrera T.  
 Encargada Ministerio de Salud Pública y Asistencia  
 Social (MSP), Departamento de Alimentos en  
 Dirección General de Medicamentos, Alimentos y  
 Productos Sanitarios  
 D Ave. H. Homero Hernández esq. Ave. Tiradentes,  
 Ens. La Fe.  
 Santo Domingo, D.N.  
 Dominican Republic  
 Tel: +18098562151  
 Email: [codexsespas@yahoo.com](mailto:codexsespas@yahoo.com)

#### **ECUADOR - ÉQUATEUR**

Ing Segundo Israel Vaca Jiménez  
 Director de Inocuidad de Alimentos  
 Agencia Ecuatoriana de Aseguramiento de la Calidad  
 del Agro - AGROCALIDAD  
 Av. Eloy Alfaro N30-335 y Av. Amazonas Edif.  
 MAGAP, Piso 9  
 Quito  
 Ecuador  
 Tel: (593) 2 2567 232 Ext. 159  
 Email: [israel.vaca@agrocalidad.gob.ec](mailto:israel.vaca@agrocalidad.gob.ec)

#### **EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO**

Dr Maysa Abd-elhameed  
 Director General of the Food Monitoring Food  
 Monitoring 1 1 Eltyar fkry St. Embaba, Giza  
 Cairo  
 Egypt  
 Tel: 01019461700  
 Email: [dr\\_maysahamza@yahoo.com](mailto:dr_maysahamza@yahoo.com)

Dr Alaaeldin Elnemr  
 Head of Central Department  
 General Organization for Export and Import Control  
 Cairo  
 Tel: 01222802475  
 Email: [elnemr\\_alaa@yahoo.com](mailto:elnemr_alaa@yahoo.com)

#### **EL SALVADOR**

Ms Jennifer Trejo  
 Especialista Codex Alimentarius Organismo  
 Salvadoreño de Reglamentación Técnica  
 Punto de Contacto Codex-El Salvador  
 1a Calle Pte., Final 41 Av. Nte. N. 18,  
 Col. Flor Blanca,  
 San Salvador  
 El Salvador  
 Tel: (503) 2590-5331  
 Email: [jtrejo@osartec.gob.sv](mailto:jtrejo@osartec.gob.sv)

#### **ESTONIA - ESTONIE**

Mr Allan Aleksašin  
 Counsellor Ministry of Rural Affairs  
 Food Safety Department Lai 39/41  
 Tallinn  
 Estonia  
 Tel: +3726256277  
 Email: [allan.aleksasin@agri.ee](mailto:allan.aleksasin@agri.ee)

**EUROPEAN UNION - UNION EUROPÉENNE -  
UNIÓN EUROPEA**

Ms Ella Strickland  
Head of Unit European Commission  
DG Sante G 6 Rue Froissart 101  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 229-93030  
Email: [ella.strickland@ec.europa.eu](mailto:ella.strickland@ec.europa.eu)

Mr Marco Castellina  
Administrator European Commission  
DG Sante G 6 Rue Froissart 101  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 229-87443  
Email: [marco.castellina@ec.europa.eu](mailto:marco.castellina@ec.europa.eu)

Ms Eva Zamora Escribano  
Deputy Head of Unit European Commission  
DG Sante G 6 Rue Froissart 101  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 229-98682  
Email: [eva-maria.zamora-escribano@ec.europa.eu](mailto:eva-maria.zamora-escribano@ec.europa.eu)

**FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

Ms Anne Haikonen  
Legislative Counsellor Ministry of Agriculture and  
Forestry  
Department of Food P.O. Box 30 00023 Government  
Helsinki  
Finland  
Tel: +358503697618  
Email: [anne.haikonen@mmm.fi](mailto:anne.haikonen@mmm.fi)

**FRANCE - FRANCIA**

Mrs Emilie Lebrasseur  
Deputy Head of Office for European and Multilateral  
Negotiations  
Ministry of Agriculture, Agrifood and Forestry  
General Directorate for Food  
251, rue de Vaugirard 75 732 Paris Cedex 15  
France  
Tel: +331 49 55 47 78  
Email: [emilie.lebrasseur@agriculture.gouv.fr](mailto:emilie.lebrasseur@agriculture.gouv.fr)

Mr Claude Duchemin  
Chef du Bureau en charge de la qualité et de la  
valorisation des denrées alimentaires  
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du  
Numérique  
Direction Générale de la Concurrence, de la  
Consommation et de la Répression des Fraudes 59  
boulevard Vincent Auriol Télédoc 223  
Paris Cedex 15  
France  
Tel: +33 (0)1 44 97 33 08  
Email: [claudeduchemin@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:claudeduchemin@dgccrf.finances.gouv.fr)

Mrs Susanna Paakkola  
Stagiaire Ministry of Agriculture, Agrifood and Forestry  
DGAL 251, rue de Vaugirard  
Paris  
France  
Email: [susanna.paakkola@agriculture.gouv.fr](mailto:susanna.paakkola@agriculture.gouv.fr)

Ms Claire Servoz  
Adjointe au chef du bureau en charge de la qualité et  
de la valorisation des denrées alimentaires DGCCRF  
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du  
Numérique  
59 boulevard Vincent Auriol  
Paris Cedex 13  
France  
Tel: (0)1 44 97 28 76  
Email: [claire.servoz@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:claire.servoz@dgccrf.finances.gouv.fr)

Ms Karine Simbelie  
Regulatory Affairs Director ATLA  
42, rue de Châteaudun  
Paris  
France  
Email: [karine.simbelie@atla.asso.fr](mailto:karine.simbelie@atla.asso.fr)

**GAMBIA - GAMBIE**

Ms Zainab Jallow  
Director General Food Safety and Quality Authority of  
The Gambia  
Food Safety and Quality Authority  
2 Kairaba Avenue, Westfield P.O.Box 2047  
Serre Kunda  
Gambia  
Tel: +2209969070  
Email: [zjallow@yahoo.com](mailto:zjallow@yahoo.com)

**GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

Mr Niklas Schulze-Icking  
Federal Ministry of Food and Agriculture  
Wilhelmstr. 54  
Berlin  
Germany  
Email: [niklas.schulze-icking@bmel.bund.de](mailto:niklas.schulze-icking@bmel.bund.de)

**GHANA**

Ms Pokuaa Appiah-kusi  
Deputy Codex Contact Point Manager  
Ghana Standards Authority  
Food, Material And Chemical Standards  
P. O. Box Mb 245  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 205 152460  
Email: [prispok@icloud.com](mailto:prispok@icloud.com)

Ms Cynthia Adwoa Dapaah  
Corporate Attorney Food and Drugs Authority  
Legal P. O. Box Ct 2783 Cantonments  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 212791  
Email: [Cynthia.dapaah@fdaghana.gov.gh](mailto:Cynthia.dapaah@fdaghana.gov.gh)

Mr John Kofi Odame-darkwah  
Deputy Chief Executive Food and Drugs Authority  
Food Safety  
P.O.Box CT 2783 Cantonments Accra  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 337243  
Email: [john.dame-darkwa@fdaghana.gov.gh](mailto:john.dame-darkwa@fdaghana.gov.gh)

Mr John Oppong-otoo  
Codex Contact Point Manager  
Ghana Standards Authority  
Food, Material And Chemical Standards  
P. O. Box Mb 245  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 243 785375  
Email: [nanapong23@yahoo.com](mailto:nanapong23@yahoo.com)

Mrs Barbara Apefa Wuttur-ase  
Head Ghana Standards Authority  
Legal P. O. BOX MB 245  
Accra  
Ghana  
Tel: +233 244 238554  
Email: [bwuttur-ase@gsa.gov.gh](mailto:bwuttur-ase@gsa.gov.gh)

#### GREECE - GRÈCE - GRECIA

Mr Dimitrios Chalepidis  
Premier Conseiller aux Affaires Economiques et  
Commerciales Ambassade de Grèce  
Bureau des Affaires Economiques et Commerciales  
17, rue Auguste Vacquerie  
Paris  
France  
Tel: 0033 1 47 20 26 60  
Email: [ecocom-paris@mfa.gr](mailto:ecocom-paris@mfa.gr)

#### HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Dr Andrea Zentai  
Food safety coordinator National Food Chain Safety  
Office  
Kitaibel P. u. 4.  
Budapest  
Hungary  
Tel: 06-70-903-0606  
Email: [zentaia@nebih.gov.hu](mailto:zentaia@nebih.gov.hu)

#### INDIA - INDE

Mr Sunil Bakshi  
Advisor Codex Food Safety and Standards Authority of  
India  
Delhi FDA  
Bhawan, Near Bal Bhawan  
New Delhi  
India  
Tel: +91-11-23237439  
Email: [sbakshi@fssai.gov.in](mailto:sbakshi@fssai.gov.in)

Mr Perumal Karthikeyan  
Assistant Director (Codex and Regulations)  
Food Safety and Standards, Authority of India  
FDA  
Bhawan Near Bal Bhawan Kotla Road  
New Delhi  
India  
Tel: 91-11- 23237419  
Email: [baranip@yahoo.com](mailto:baranip@yahoo.com)

#### INDONESIA - INDONÉSIE

Dr Zakiyah Zakiyah  
Head of Center for Standard Implementation System  
National Standardization Agency of Indonesia  
Center for Standard Implementation System Building I  
BPPT, 10th floor Jl. M.H. Thamrin No. 8, Jakarta  
Indonesia  
Tel: +62213927422  
Email: [zakiyah@bsn.go.id](mailto:zakiyah@bsn.go.id)

#### IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) – IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') – IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)

Dr Mohammad Hossein Shojaee Aliabadi  
Senior Scientific Adviser Institute of Standard &  
Director and Laboratory Manager Institute of Standard  
& Industrial Research of IRAN  
Farough Life Sciences Research Laboratory No: 96;  
Parcham Street Tohid Square; 1457844393  
Tehran  
Iran (Islamic Republic of)  
Tel: +0989121591766  
Email: [faroughlab@gmail.com](mailto:faroughlab@gmail.com)

#### IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Mr James Conway  
Agriculture Inspector Department of Agriculture, Food  
and the Marine  
Research & Codex Division Agriculture House 6W  
Kildare Street Dublin  
Dublin  
Tel: +353 1 6072710  
Email: [james.conway@agriculture.gov.ie](mailto:james.conway@agriculture.gov.ie)

#### ITALY - ITALIE - ITALIA

Mr Ciro Impagnatiello  
Codex Contact Point  
Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies  
Department of the European Union, International  
Policies and Rural Development  
Via XX Settembre, 20  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 46654058  
Email: [c.impagnatiello@politicheagricole.it](mailto:c.impagnatiello@politicheagricole.it)

#### JAMAICA - JAMAÏQUE

Mr Dermon Spence  
Chief Technical Director Ministry of Agriculture and  
Fisheries  
Chief Technical Services Hope Gardens,  
Kingston  
Jamaica  
Tel: 8765646364  
Email: [dspence@moa.gov.jm](mailto:dspence@moa.gov.jm)

**JAPAN - JAPON - JAPÓN**

Dr Hiroshi Yoshikura  
 Advisor Ministry of Health, Labour and Welfare  
 Department of Environmental Health and Food Safety  
 1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
 Tokyo  
 Japan  
 Tel: +81 3 3595 2326  
 Email: [codexj@mhlw.go.jp](mailto:codexj@mhlw.go.jp)

Mr Kenji Kuroiwa  
 Technical Official Ministry of Health, Labour and Welfare  
 Department of Environmental Health and Food Safety,  
 Pharmaceutical Safety and Environmental Health B 1-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
 Tokyo  
 Japan  
 Tel: +81 3 3595 2326  
 Email: [codexj@mhlw.go.jp](mailto:codexj@mhlw.go.jp)

Mr Yusuke Shimizu  
 Associate director Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 Food Safety Policy Division, Food Safety and Consumer Affairs Bureau 1-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
 Tokyo  
 Japan  
 Tel: +81-3-3502-8732  
 Email: [yusuke\\_shimizu450@maff.go.jp](mailto:yusuke_shimizu450@maff.go.jp)

**KENYA**

Dr Nicholas Otieno Ayore  
 Head of Veterinary Public Health Directorate of Veterinary Services  
 Directorate of Veterinary Services Private Bag Kangemi  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 721390966  
 Email: [nicholasayore@gmail.com](mailto:nicholasayore@gmail.com)

Mr Charles Gachahi  
 Director Kenya Bureau of Standards  
 Standard Division  
 P.O. Box 54974  
 Nairobi  
 Kenya  
 Tel: +254 20 6948000  
 Email: [gachahic@kebs.org](mailto:gachahic@kebs.org)

**LATVIA - LETTONIE - LETONIA**

Ms Olga Orlova  
 Counsellor Permanent Representation of Latvia to EU  
 Avenue des Arts 23  
 Brussels  
 Belarus  
 Tel: +32 22 383 145  
 Email: [olga.orlova@mfa.gov.lv](mailto:olga.orlova@mfa.gov.lv)

**LUXEMBOURG - LUXEMBURGO**

Mrs Nathalie Welschbillig  
 Ministry of Agriculture and Ministry of Health  
 Administration des services vétérinaires  
 c/o OSQCA 6 rue du Palais de justice  
 Luxembourg  
 Tel: +352691154518  
 Email: [nathalie.welschbillig@osqca.etat.lu](mailto:nathalie.welschbillig@osqca.etat.lu)

**MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

Ms Noraini Dato' Mohd. Othman  
 Senior Director for Food Safety and Quality Ministry of Health Malaysia  
 Level 4, Menara Prisma, No. 26, Jalan Persiaran Perdana, Precint 3  
 Putrajaya  
 Malaysia  
 Tel: +603-8885 0778  
 Email: [noraini\\_othman@moh.gov.my](mailto:noraini_othman@moh.gov.my)

Ms Shamsinar Abdul Talib  
 Director of Planning, Policy Development and Codex Standard Food Safety and Quality Division Level 4, Menara Prisma, No. 26, Jalan Persiaran Perdana, Precint 3  
 Putrajaya  
 Malaysia  
 Tel: +603-8885 0787  
 Email: [shamsinar@moh.gov.my](mailto:shamsinar@moh.gov.my)

**MALI - MALÍ**

Dr Mahamadou Sako  
 Vice - President de la Commission  
 Directeur General par Interim Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments  
 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments  
 Quartier du Fleuve, Centre Commercial Rue 305, BPE : 2362  
 Bamako  
 Mali  
 Tel: +223 66729013 / +223 20 22 0754  
 Email: [mahamadousako@yahoo.fr](mailto:mahamadousako@yahoo.fr)

Mrs Farmata Koro Yaro Epouse Maiga  
 Directrice Générale Adjointe Laboratoire National des Eaux  
 Ministère de L'Energie et de l'Eau  
 Laboratoire National des Eaux Magnambougou  
 Wèrèda  
 Rue 126 Bamako, Mali  
 Bamako  
 Mali  
 Tel: (223) 66753786 / 76461435/ 20  
 Email: [aignay@yahoo.fr](mailto:aignay@yahoo.fr)

**MALTA - MALTE**

Ms Ann Marie Borg  
 Senior Policy Officer Permanent Representation of Malta to the EU  
 Rue Archimède 25  
 Brussels  
 Belgium  
 Tel: +32478198469  
 Email: [ann-marie.borg@gov.mt](mailto:ann-marie.borg@gov.mt)

Mr John Attard Kingswell  
 Environmental Health Service Manager Ministry of  
 Energy and Health  
 Superintendent of Public Health Floor 1, Outpatients  
 Dept, St. Lukes Hospital  
 Pieta  
 Malta  
 Tel: 356 25953316  
 Email: [john.attard-kingswell@gov.mt](mailto:john.attard-kingswell@gov.mt)

#### **MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

Mr Daniel González Sesmas  
 Senior Executive de Política Económica  
 Departamento para la Competitividad y el Reglamento  
 Ministerio de Economía  
 Paseo de la Reforma 296,  
 Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc, Ciudad de México.  
 C.P. 06600  
 Mexico  
 Email: [daniel.gonzalezs@economia.gob.mx](mailto:daniel.gonzalezs@economia.gob.mx)

Ms Pamela Suárez Brito  
 Gerente de Asuntos Internacionales en Inocuidad  
 Alimentaria Comisión Federal para la Protección  
 contra Riesgos Sanitarios (COFEPRIS)  
 Dirección Ejecutiva de Operación Internacional  
 Monterrey #33 Piso 2, Col. Roma Delegación  
 Cuauhtémoc  
 Mexico Distrito Federal  
 Mexico  
 Tel: 525550805389  
 Email: [psuarez@cofepris.gob.mx](mailto:psuarez@cofepris.gob.mx)

#### **MOROCCO - MAROC - MARRUECOS**

Ing Bouchra Messaoudi  
 Cadre au Service de la Normalisation  
 Office National de la Sécurité Sanitaire des Produits  
 Alimentaires  
 Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime  
 Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui Agdal  
 Rabat  
 Morocco  
 Tel: 00212654438047  
 Email: [bouchring@yahoo.fr](mailto:bouchring@yahoo.fr)

Mr Elhoussaine Saad  
 Directeur du Laboratoire  
 Laboratoire Officiel d'Analyses et de Recherches  
 Chimiques  
 Département de l'Agriculture  
 25, rue Nichakra, Rahal  
 Casablanca  
 Morocco  
 Tel: +212 22302007  
 Email: [saad.lhoussaine@gmail.com](mailto:saad.lhoussaine@gmail.com)

Dr Karfal Brahim  
 Chef de Service de la Réglementation et des  
 Autorisations  
 Agence Nationale pour le Développement de  
 l'Aquaculture  
 Agriculture Avenue Annakhil,  
 Immeuble Les Patios, 4ème Etage, Hay Ryad  
 Rabat  
 Morocco  
 Tel: +212538099700  
 Email: [b.karfal@anda.gov.ma](mailto:b.karfal@anda.gov.ma)

Mr Rachid Tadili  
 Chef du Département des Etudes et Prospection  
 Etablissement Autonome de Contrôle et de  
 Coordination des Exportations  
 Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime 72,  
 Angle Boulevard Mohamed Smiha et rue Mohamed EL  
 Baâmrani  
 Casablanca  
 Morocco  
 Tel: +212 618532309  
 Email: [tadili@eacce.org.ma](mailto:tadili@eacce.org.ma)

#### **NEPAL - NÉPAL**

Mr Balkrishna Khakurel  
 Director General Ministry of Health  
 Department of Drug Administration  
 81, rue de la Servette  
 Geneva  
 Switzerland  
 Tel: +41 (0) 22 733 26 00  
 Email: [mission.nepal@bluewin.ch](mailto:mission.nepal@bluewin.ch)

#### **NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS**

Mr Martijn Weijtens  
 CCEURO Chair Ministry of Economic Affairs  
 P.O. Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 70 3798950  
 Email: [info@codexalimentarius.nl](mailto:info@codexalimentarius.nl)

Ms Tanja Akesson  
 Codex Contact Point Ministry of Economic Affairs  
 PO Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 6 2724 9788  
 Email: [t.z.akesson@minez.nl](mailto:t.z.akesson@minez.nl)

Ms Marie-Ange Delen  
 Coordinator Codex Alimentarius Netherlands Ministry  
 of Economic Affairs  
 PO Box 20401  
 The Hague  
 Netherlands  
 Tel: +31 6 4615 2167  
 Email: [m.a.delen@minez.nl](mailto:m.a.delen@minez.nl)

#### **NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA**

Mr Raj Rajasekar  
 Senior Program Manager Ministry for Primary  
 Industries  
 25 The Terrace  
 Wellington  
 New Zealand  
 Email: [raj.rajasekar@mpi.govt.nz](mailto:raj.rajasekar@mpi.govt.nz)

#### **NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

Mrs Vigdis Synnøve Veum Møllersen  
 Senior Adviser Norwegian Food Safety Authority  
 2381 Brumunddal  
 Norway  
 Tel: +47 22 779104  
 Email: [visvm@mattilsynet.no](mailto:visvm@mattilsynet.no)

Mrs Bodil Blaker  
Specialist Director Ministry of Health and Care  
Services  
Oslo  
Norway  
Tel: +47 22 24 86 02  
Email: [bob@hod.dep.no](mailto:bob@hod.dep.no)

#### PAKISTAN - PAKISTÁN

Mr Malik Zahoor Ahmad  
Director General Ministry of National Food Security  
and Research  
National Animal and Plant Health Inspection Services  
Room No. 314, Block B, 3<sup>rd</sup> Floor, Pakistan Secretariat  
Islamabad  
Pakistan  
Tel: 92519211289  
Email: [Malikzahoor@gmail.com](mailto:Malikzahoor@gmail.com)

#### PAPUA NEW GUINEA - PAPOUASIE-NOUVELLE- GUINÉE - PAPUA NUEVA GUINEA

Dr Vele Pat Ila'ava  
Secretary  
Department of Agriculture & Livestock  
P.O.Box 2033 Port Moresby, NCD  
Port Moresby  
Papua New Guinea  
Tel: 675 321 3302  
Email: [vpilaava100261@gmail.com](mailto:vpilaava100261@gmail.com)

#### PARAGUAY

Mr Octavio Ferreira  
Director of Multilateral Economic Organizations  
Ministry of Foreign Affairs  
Palma 594  
Asunción  
Paraguay  
Tel: +595214148800  
Email: [oferreira@mre.gov.py](mailto:oferreira@mre.gov.py)

Ms Laura Stefanía Correa Miño  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Dirección de Organismos Económicos Multilaterales  
Asunción  
Paraguay  
Tel: +595214148802  
Email: [icorrea@mre.gov.py](mailto:icorrea@mre.gov.py)

#### PERU - PÉROU - PERÚ

Mrs Jenny Huamán  
Delegada Alternativa de la Comisión Técnica del Codex  
sobre Aditivos Alimentarios  
Dirección General de Salud Ambiental e Inocuidad  
Alimentaria  
Lima Calle Las Amapolas N° 350, Urbanización San  
Eugenio.  
Lima  
Peru  
Tel: 511- 6314430 Ext. 4410  
Email: [jhuaman@digesa.minsa.gob.pe](mailto:jhuaman@digesa.minsa.gob.pe)

#### PHILIPPINES - FILIPINAS

Ms Amparo Ampil  
Division Chief Food, Agriculture, and Fisheries Policy  
Division, Department of Agriculture,  
Office of the Undersecretary for Policy and Planning,  
Department of Agriculture  
Elliptical Rd., Diliman  
Quezon City  
Philippines  
Tel: +6329267439  
Email: [acascolan@yahoo.com](mailto:acascolan@yahoo.com)

#### POLAND - POLOGNE - POLONIA

Ms Magdalena Kowalska  
Main expert Agricultural and Food Quality Inspection  
International Cooperation Department  
Wspolna 30 Str.  
Warsaw  
Poland  
Tel: +48226232904  
Email: [kodeks@ijhars.gov.pl](mailto:kodeks@ijhars.gov.pl)

#### QATAR

Mr Khalid Yousef Al-Sulaiti  
Health Inspection Specialist  
Ministry of Public Health  
Public Health Department  
Qatar  
Tel: +974 44070210  
Email: [kalsulaiti@sch.gov.qa](mailto:kalsulaiti@sch.gov.qa)

#### REPUBLIC OF KOREA - RÉPUBLIQUE DE CORÉE - REPÚBLICA DE COREA

Mr Heon Woo Hong  
Director Ministry of Food and Drug Safety  
Food Policy Coordination Division 187  
Osongsaeangmyeong2(i)-ro, Osong-eup, Heungdeok-  
gu cheongju-si, Chungcheongbuk-do, 28159 Korea  
cheongju-si  
Republic of Korea  
Tel: 82-43-719-2010  
Email: [h4519@korea.kr](mailto:h4519@korea.kr)

Mr Haeng Soo Cheon  
Assistant Director  
Ministry of Agriculture, Food And Rural Affairs  
Email: [jsan506@korea.kr](mailto:jsan506@korea.kr)

Ms Saetbyeol Jung  
Codex Researcher Ministry of Food and Drug Safety  
Food Policy Coordination  
Division Osong Health Technology Administration  
Complex, 187 Osongsaeangmyeong2(i)-ro, Osong-eup,  
Heungdeok-gu cheongju-si, Chungcheongbuk-do,  
Korea  
Cheongju-si  
Republic of Korea  
Tel: 82-43-719-2041  
Email: [bjung@korea.kr](mailto:bjung@korea.kr)

Ms Misun Park  
 Scientific Officer  
 Ministry of Food and Drug Safety  
 Food standard division Osong Health Technology  
 Administration Complex, 187 Osongsaengmyeong2(i)-  
 ro, Osong-eup, Heungdeok-gu cheongju-si,  
 Chungcheongbuk-do, Korea  
 Cheongju-si  
 Republic of Korea  
 Tel: 82-43-719-2417  
 Email: [mspark@korea.kr](mailto:mspark@korea.kr)

**RUSSIAN FEDERATION - FÉDÉRATION DE  
 RUSSIE - FEDERACIÓN DE RUSIA**

Mr Nikolay Balan  
 Head of Division  
 Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
 Protection and Human Well-being  
 International Cooperation Division  
 18/20, Vadkovskiy pereulok  
 Moscow  
 Russian Federation  
 Tel: +7 499 973 3012  
 Email: [balan\\_ng@gsen.ru](mailto:balan_ng@gsen.ru)

Mrs Anna Koroleva  
 Chief Expert  
 Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
 Protection and Human Well-being  
 Division of organization of interaction with WTO and  
 OECD  
 18/20, Vadkovskiy pereulok  
 Moscow  
 Russian Federation  
 Tel: +7 499 973 3012  
 Email: [Korolyova\\_AP@gsen.ru](mailto:Korolyova_AP@gsen.ru)

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE - ARABIA  
 SAUDITA**

Mr Sami Alnokhlan  
 Head of International contact Points Saudi Food and  
 Drug Authority  
 Executive Dept. of Technical Regulation and  
 Standards North Ring Road - Al Nafal Unit (1) Riyadh  
 13312 - 6288 Saudi Arabia  
 Riyadh  
 Saudi Arabia  
 Tel: +966112038222  
 Email: [CODEX.CP@sfd.gov.sa](mailto:CODEX.CP@sfd.gov.sa)

**SENEGAL - SÉNÉGAL**

Prof Amadou Diouf  
 Chef Centre Anti-Poison  
 Ministère Sante et Action Sociale Hopital Fann Dakar  
 Senegal  
 Tel: 00221776449823  
 Email: [amdiouf@refer.sn](mailto:amdiouf@refer.sn)

Mr Ousseynou Niang Diallo  
 Chef de Service Direction Elevage  
 Ministère Elevage  
 Immeuble Keur Gorgui  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [ousseynou.niang.diallo@gmail.com](mailto:ousseynou.niang.diallo@gmail.com)

Ms Ndeye Maguette Diop  
 Chef de Bureau  
 Association Senegalaise De Normalisation  
 Ministère Industrie  
 21 Lotissement Front de Terre X Bourguiba  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [ndmagdiop@gmail.com](mailto:ndmagdiop@gmail.com)

Mr Ousmane Drame  
 Secrétaire Permanent Conseil Economique, Social et  
 Environnemental  
 25, Avenue Pasteur  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [mairienioro@gmail.com](mailto:mairienioro@gmail.com)

Dr Sadia Faty  
 Rapporteur Conseil Economique, Social et  
 Environnemental  
 25, Avenue Pasteur  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [diasazig@gmail.com](mailto:diasazig@gmail.com)

Mrs Mame Diarra Faye  
 Point de Contact National Codex  
 Ministère Sante et Action Sociale  
 Rue Aime Césaire Dakar Fann  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [mamediarrafaye@yahoo.fr](mailto:mamediarrafaye@yahoo.fr)

Dr Adjaratou Diakhou Ndiaye  
 Conseillère Technique Cabinet Premier Ministre  
 Avenue Roume Dakar  
 Dakar  
 Senegal  
 Email: [nadjaratou@hotmail.com](mailto:nadjaratou@hotmail.com)

**SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA**

Dr Zuzana Bírošová  
 Director of Department Ministry of Agriculture and  
 Rural Development of the Slovak Republic  
 Food Safety and Nutrition Dept.  
 Dobrovičova 12  
 Bratislava  
 Slovakia  
 Tel: +421 2 592 66 571  
 Email: [zuzana.birosova@land.gov.sk](mailto:zuzana.birosova@land.gov.sk)

**SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

Dr Blaža Nahtigal  
 Codex Contact Point Ministry of Agriculture, Forestry  
 and Food  
 The Administration for Food Safety, Veterinary Sector  
 and Plant Protection  
 Dunajska cesta 22  
 Ljubljana  
 Slovenia  
 Tel: 0038613001330  
 Email: [blaza.nahtigal@gov.si](mailto:blaza.nahtigal@gov.si)

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

Mrs Maria Luisa Aguilar Zambalamberrri  
 Jefe de Servicio Agencia Española de Consumo,  
 Seguridad Alimentaria y Nutrición  
 Punto de Contacto Codex España  
 C\ Alcalá, 56  
 Madrid  
 Spain  
 Email: [maquilar@msssi.es](mailto:maquilar@msssi.es)

**SRI LANKA**

Mr Alexi Gunasekera  
 Counsellor / Commercial Embassy of Sri Lanka  
 No. 16, Rue Spontini 75016,  
 Paris  
 France  
 Email: [sl.france@wanadoo.fr](mailto:sl.france@wanadoo.fr)

Mr Tilak Ranaviraja  
 Ambassador of Sri Lanka to France and Permanent  
 Delegate to UNESCO  
 Embassy of Sri Lanka  
 No.16, Rue Spontini 75016  
 Paris  
 France  
 Email: [sl.france@wanadoo.fr](mailto:sl.france@wanadoo.fr)

**SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

Dr Anders Wannberg  
 Senior Administrative Officer The Swedish  
 Government  
 Ministry of Enterprise and Innovation  
 Fredsgatan 8 SE-103 33  
 Stockholm  
 Sweden  
 Tel: +46 705190263  
 Email: [anders.wannberg@gov.se](mailto:anders.wannberg@gov.se)

Mrs Carmina Ionescu  
 Codex coordinator National Food Agency  
 Box 622  
 Uppsala  
 Sweden  
 Tel: +46 709245601  
 Email: [carmina.ionescu@slv.se](mailto:carmina.ionescu@slv.se)

**SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

Dr Michael Beer  
 Head Food and Nutrition Federal Food Safety and  
 Veterinary Office FSVO  
 Bern  
 Switzerland  
 Email: [michael.beer@blv.admin.ch](mailto:michael.beer@blv.admin.ch)

Dr Himanshu Gupta  
 Regulatory & Scientific Affairs Nestec SA  
 Avenue Nestlé 55 Post Box  
 Vevey  
 Switzerland  
 Email: [Himanshu.Gupta@nestle.com](mailto:Himanshu.Gupta@nestle.com)

Mr Martin Müller  
 Swiss Codex Contact Point Federal Food Safety and  
 Veterinary Office FSVO  
 Bern  
 Switzerland  
 Email: [martin.mueller@blv.admin.ch](mailto:martin.mueller@blv.admin.ch)

Mrs Awilo Ochieng Pernet  
 Chair, Codex Alimentarius Commission Federal Food  
 Safety and Veterinary Office FSVO  
 Division of International Affairs Bern  
 Switzerland  
 Email: [awilo.ochieng@blv.admin.ch](mailto:awilo.ochieng@blv.admin.ch)

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

Mrs Usa Bamrungbhuet  
 Director, Office of Standard Development National  
 Bureau of Agricultural Commodity and Food Standards  
 50 Phaholyothin Road, Ladyao Chatuchak  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: (662) 561 - 2277  
 Email: [bam\\_usa@hotmail.com](mailto:bam_usa@hotmail.com)

Ms Namaporn Attaviroj  
 Standards Officer, Office of Standard Development  
 National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
 Standards (ACFS)  
 50 Phahonyothin Rd., Ladyao, Chathuchak  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: +66 2 561 2277 ext. 1432  
 Email: [jzanamaporn@gmail.com](mailto:jzanamaporn@gmail.com)

Dr Pichet Itkor  
 Vice Chairman Food Processing Industry Club  
 The Federation of Thai Industries Queen Sirikit  
 National Convention Center, Zone C 4th Floor, 60 New  
 Rachadapisek Rd., Klongtoey  
 Bangkok  
 Thailand  
 Tel: +66 (2) 725 1093  
 Email: [Pichet.itkor@mjn.com](mailto:Pichet.itkor@mjn.com)

**TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ**

Ing Malika Hermassi  
 Directrice Qualité, sécurité sanitaire et environnement  
 Centre technique de l'agro-alimentaire - Ministère de  
 l'industrie 12, rue de l'usine 2035  
 Tunis  
 Tunisia  
 Tel: +21697412865  
 Email: [codextunisie@ctaa.com.tn](mailto:codextunisie@ctaa.com.tn)

**TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**

Mr İlhami Sahin  
 Head of Division Ministry of Food Agriculture and  
 Livestock  
 Food Establishments and Codex Eskisehir yolu 9.Km  
 Lodumlu  
 Ankara  
 Turkey  
 Tel: +903122587757  
 Email: [ilhami.sahin@tarim.gov.tr](mailto:ilhami.sahin@tarim.gov.tr)

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO**

Mr Mike O'neill  
 Head of EU and International Strategy Food Standards Agency  
 Aviation House 125, Kingsway  
 London  
 United Kingdom  
 Tel: +44 (0)20 7276 8664  
 Email: [Mike.Oneill@foodstandards.gsi.gov.uk](mailto:Mike.Oneill@foodstandards.gsi.gov.uk)

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Dr Claude Moshia  
 CEO & Chief SPS (Food Feed Safety & Quality)  
 Consultant Nderyingo Food Feed Consulting International (T)  
 Private Nderyingo Food Feed Consulting International (T), P.O.Box 24850  
 Dar-es-Salaam  
 United Republic of Tanzania  
 Tel: +255 765 087 187/ 713 324495  
 Email: [cjmoshar@yahoo.co.uk](mailto:cjmoshar@yahoo.co.uk)

**UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE – ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Ms Camille Brewer  
 Director, International Affairs Staff U.S. Food and Drug Administration  
 Health and Human Services 5100 Paint Branch Parkway, HFS-550  
 College Park, MD  
 United States of America  
 Tel: +1 240-402-1723  
 Email: [Camille.brewer@fda.hhs.gov](mailto:Camille.brewer@fda.hhs.gov)

Ms Marsha Echols  
 Attorney/Professor of Law  
 3286 M Street, N.W.  
 Washington, D.C  
 United States of America  
 Tel: +1-202-625-1451  
 Email: [echols@marshaechols.com](mailto:echols@marshaechols.com)

Dr Jose Emilio Esteban  
 Executive Associate for Laboratory Services United States Department of Agriculture  
 Food Safety and Inspection Service, Office of Public Health Science  
 950 College Station Rd.  
 Athens, GA  
 United States of America  
 Tel: +1 (706) 546-3420  
 Email: [Emilio.esteban@fsis.usda.gov](mailto:Emilio.esteban@fsis.usda.gov)

Dr Kevin Greenlees  
 Senior Advisor for Science and Policy, Chair, CCRVDF U.S. Food and Drug Administration  
 Center for Veterinary Medicine, HFV-100 7500 Standish Place  
 Rockville, Maryland  
 United States of America  
 Tel: +1-240-402-0638  
 Email: [kevin.greenlees@fda.hhs.gov](mailto:kevin.greenlees@fda.hhs.gov)

Ms Mary Frances Lowe  
 Manager, U.S. Codex U.S. Codex Office  
 U.S. Department of Agriculture  
 Room 4861 - South Building  
 1400 Independence Avenue  
 Washington, D.C.  
 United States of America  
 Tel: +1 202 720 2057  
 Email: [MaryFrances.Lowe@fsis.usda.gov](mailto:MaryFrances.Lowe@fsis.usda.gov)

Ms Cathy Mckinnell  
 Director, International Regulations and Standards  
 Division Foreign Agriculture Services  
 Department of Agriculture  
 1400 Independence Ave., SW  
 Washington, DC  
 United States of America  
 Tel: +1 202-690-0929  
 Email: [Cathy.McKinnell@usda.gov](mailto:Cathy.McKinnell@usda.gov)

Mrs Barbara McNiff  
 Senior International Issues U.S. Department of Agriculture  
 Food Safety and Inspection Service;  
 Office of CODEX  
 1400 Independence Ave; SW Room #4870  
 Washington, DC  
 United States of America  
 Tel: 202-690-4719  
 Email: [Barbara.McNiff@fsis.usda.gov](mailto:Barbara.McNiff@fsis.usda.gov)

Dr Julie Moss  
 Deputy Director, International Affairs Staff U.S. Food and Drug Administration  
 Health and Human Services  
 5100 Paint Branch Parkway HFS-550  
 College Park  
 United States of America  
 Tel: 240-402-2031  
 Email: [julie.moss@fda.hhs.gov](mailto:julie.moss@fda.hhs.gov)

Ms Caroline Smith Dewaal  
 International Food Safety Policy Manager,  
 International Affairs Staff U.S. Food and Drug Administration  
 Health and Human Services  
 5100 Paint Branch Parkway  
 College Park, MD  
 United States of America  
 Tel: +1(240) 402-1242  
 Email: [Caroline.DeWaal@fda.hhs.gov](mailto:Caroline.DeWaal@fda.hhs.gov)

**URUGUAY**

Ing Jose Luis Heijo  
 DIRECTOR Ministerio de Industria, Energia y Minería  
 Direccion Nacional de Industrias Montevideo  
 Uruguay  
 Tel: 59829163551  
 Email: [jose.heijo@dni.miem.gub.uy](mailto:jose.heijo@dni.miem.gub.uy)

Mr Jimena Lema Xavier  
 Primer Secretario Ministerio de Relaciones Exteriores  
 Uruguay  
 Email: [jimena.lemma@mrree.gub.uy](mailto:jimena.lemma@mrree.gub.uy)

**INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS - ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES - ORGANIZACIONES GUBERNAMENTALES INTERNACIONALES**

**AFRICAN UNION (AU)**

Dr Raphael Coly  
Coordinator Standards & Trade Secretariat African Union (Au-Ibar)  
Westlands Road P.O. BOX 30786-00100  
Nairobi  
Kenya  
Tel: +254739622183  
Email: [raphael.coly@au-ibar.org](mailto:raphael.coly@au-ibar.org)

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE (IICA)**

Mr Eric Bolaños Ledezma  
Especialista, Sanidad Agropecuaria e Inocuidad de Alimentos

Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)  
SAIA Apto Postal 55-2200,

San José Vazquez de Coronado San Isidro 11101  
Costa Rica  
Tel: + 506 2216 0418  
Email: [erick.bolanos@iica.int](mailto:erick.bolanos@iica.int)

**INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS - ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES - ORGANIZACIONES INTERNACIONALES NO GUBERNAMENTALES**

**INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA)**

Mr Kazuo Onitake  
Head of Unit Japanese Consumers' Co-operative Union, Safety Policy Service Co-op Plaza, 3-29-9, Shibuya, Shibuya-ku,  
Tokyo  
Japan  
Tel: +81 3-5778-8109  
Email: [kazuo.onitake@jccu.coop](mailto:kazuo.onitake@jccu.coop)

**INTERNATIONAL COUNCIL OF GROCERY MANUFACTURERS ASSOCIATIONS (ICGMA)**

Mr Richard White  
Director, Codex and International Standards Policy  
Grocery Manufacturers Association  
1350 I Street, N.W. Suite 300  
Washington, DC  
United States of America  
Email: [rwhite@gmaonline.org](mailto:rwhite@gmaonline.org)

Ms Denise Malone  
Director, Nutrition Regulatory Affairs Abbott Nutrition  
Global Policy and Intelligence 200 Abbott Park Road  
Dept 06NG LF J49-3  
Abbott Park, IL  
United States of America  
Tel: 224 668 6743  
Email: [denise.malone@abbott.com](mailto:denise.malone@abbott.com)

**INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION (IDF/FIL)**

Ms Jennifer Huet  
Project Manager IDF/FIL  
FIL-IDF FRANCE/CNIEL  
42 rue de Châteaudun  
Paris Cedex 9  
France  
Tel: +33 1 49 70 71 08  
Email: [jhuet@cniel.com](mailto:jhuet@cniel.com)

**INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)**

Dr Karen L. Hulebak  
Principal, Resolution Strategy, LLC  
Institute of Food Technologists  
United States of America  
Tel: 540.967.1252  
Email: [karen.hulebak@gmail.com](mailto:karen.hulebak@gmail.com)

**INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR STANDARDIZATION (ISO)**

Mrs Sandrine Espeillac  
Secretary of ISO/TC 34 ISO  
Tel: +33 1 41 62 86 02  
Email: [sandrine.espeillac@afnor.org](mailto:sandrine.espeillac@afnor.org)

Mr Paul Mennecier  
Chair for ISO/TC 34 ISO  
Email: [paul.mennecier@agriculture.gouv.fr](mailto:paul.mennecier@agriculture.gouv.fr)

**NATIONAL HEALTH FEDERATION (NHF)**

Mr Scott Tips  
National Health Federation  
California PO Box 688  
Monrovia  
United States of America  
Tel: 16263572181  
Email: [scott@rivieramail.com](mailto:scott@rivieramail.com)

**HEALTH FOR ANIMALS**

Dr Alexander Boettner  
Exec. Dir. Regulatory Affairs MSD Animal Health  
Innovation GmbH  
Zur Propstei 55270 Schwabenheim  
Germany  
Phone: +49 (6130) 948 190  
Email: [alexander.boettner@msd.de](mailto:alexander.boettner@msd.de)

Mr Carel Du Marchie Sarvaas  
Email: [carel@healthforanimals.org](mailto:carel@healthforanimals.org)

Mr Olivier Espeisse  
Email: [espeisse\\_olivier@elanco.com](mailto:espeisse_olivier@elanco.com)

Mrs Liezl Kock  
Email: [liezl.kock@merck.com](mailto:liezl.kock@merck.com)

**CODEX SECRETARIAT - SECRÉTARIAT DU CODEX - SECRETARÍA DEL CODEX**

Mr Tom Heilandt  
Secretary, Codex Alimentarius Commission  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 4384  
Email: [tom.heilandt@fao.org](mailto:tom.heilandt@fao.org)

Ms Annamaria Bruno  
Senior Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06570 56254  
Email: [annamaria.bruno@fao.org](mailto:annamaria.bruno@fao.org)

Mr Sebastian Hielm  
Senior Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 4821  
Email: [Sebastian.Hielm@fao.org](mailto:Sebastian.Hielm@fao.org)

Mr David Massey  
Consultant  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 3465  
Email: [david.massey@fao.org](mailto:david.massey@fao.org)

Mr Roberto Sciotti  
Codex Information Management Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +390657056141  
Email: [roberto.sciotti@fao.org](mailto:roberto.sciotti@fao.org)

Mrs Anne Beutling  
Associate Professional Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 570 53528  
Email: [anne.beutling@fao.org](mailto:anne.beutling@fao.org)

**FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS - ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE - ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA ALIMENTACIÓN Y LA AGRICULTURA**

Dr Renata Clarke  
Senior Officer FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle Terme di Caracalla  
Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5705 2010  
Email: [renata.clarke@fao.org](mailto:renata.clarke@fao.org)

**WORLD HEALTH ORGANIZATION - ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ - ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE LA SALUD**

Mr Kazuaki Miyagishima  
Director World Health Organization (WHO)  
Department of Food Safety and Zoonoses  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41 22 791 2773  
Email: [miyagishimak@who.int](mailto:miyagishimak@who.int)

Ms Egle Granziera  
Legal Officer World Health Organization (WHO)  
Governing Bodies and Public International Law  
20, avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: +41 22 791 3680  
Email: [granzierae@who.int](mailto:granzierae@who.int)

Ms Andrea Barrios Villarreal  
FAO/WHO Consultant Geneva  
Switzerland  
Email: [abarriosvillarreal@gmail.com](mailto:abarriosvillarreal@gmail.com)

Mrs Catherine Mulholland  
Administrator, FAO/WHO Codex Trust Fund World Health Organization  
Department of Food Safety and Zoonoses (FOS) 20  
Avenue Appia  
Geneva 27  
Switzerland  
Tel: 41 22 791 3080  
Email: [mulhollandc@who.int](mailto:mulhollandc@who.int)

Dr Rei Nakagawa  
Email: [nakagawar@who.int](mailto:nakagawar@who.int)

**FRENCH SECRETARIAT - SECRÉTARIAT FRANÇAIS - SECRETARÍA FRANCESA**

Mrs Jocelyne Gabez  
Assistante Secrétariat Ministry of Agriculture Agrifood and Forestry  
DGAL 251 rue de Vaugirard  
Paris Cedex 15  
France  
Email: [jocelyne.gabez@agriculture.gouv.fr](mailto:jocelyne.gabez@agriculture.gouv.fr)

Mrs Dominique Legros  
Cheffe du secteur CIAA (FAO) SGAE -  
Premier ministre  
Comité interministériel de l'agriculture et de  
l'alimentation - CIAA  
68, rue de Bellechasse  
Paris  
France  
Email: [dominique.legros@sgae.gouv.fr](mailto:dominique.legros@sgae.gouv.fr)

Mrs Geneviève Raoux  
Organisatrice CCGP Direction Générale de la  
Concurrence, de la Consommation et de la  
Répression des Fraudes  
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du  
Numérique 59, boulevard Vincent Auriol Télédoc 223  
75703  
Paris Cedex 13  
France  
Email: [genevieve.raoux@dgccrf.finances.gouv.fr](mailto:genevieve.raoux@dgccrf.finances.gouv.fr)

Mr Pierre Velge  
Adjoint au chef de secteur CIAA (FAO) SGAE -  
Premier ministre  
Comité interministériel de l'agriculture et de  
l'alimentation - CIAA 68, rue de Bellechasse  
Paris  
France  
Tel: +33 1 44 87 16 02  
Email: [Pierre.VELGE@sgae.gouv.fr](mailto:Pierre.VELGE@sgae.gouv.fr)

#### **EU-PRESIDENCY**

Mr Robert Dautzenberg  
Policy Officer - Member of the Dutch delegation  
General Secretariat of the Council of the European  
Union  
DGB2B  
Email: [robert.dautzenberg@consilium.europa.eu](mailto:robert.dautzenberg@consilium.europa.eu)

Mr Nicolaj Mortensen  
Political Administrator - Member of the Dutch  
delegation Council of the EU/Dutch presidency  
DGB 2B Rue de la Loi/Wetstraat 175  
Brussels  
Belgium  
Tel: +32 281 4806  
Email: [nicolaj-ting.mortensen@consilium.europa.eu](mailto:nicolaj-ting.mortensen@consilium.europa.eu)

#### **MONACO - MÓNACO**

Dr Deborah Ouzemane  
Chef de la Division de Sécurité Sanitaire et Alimentaire  
V.le Puccini 48 bd d'Italie  
Monaco  
Email: [douzemane@gouv.mc](mailto:douzemane@gouv.mc)

## MANDAT RELATIF À L'EXAMEN INTERNE DE LA GESTION DES TRAVAUX DU CODEX ET DU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ EXÉCUTIF PILOTÉ PAR LE SECRÉTARIAT

**Note** : le texte surligné en gris dans ce document signale les paragraphes qui figuraient dans le document de travail CX/GP 16/30/03 mais qui n'ont pas été examinés par le CCGP à sa 30<sup>e</sup> session faute de temps.

### 1 Introduction

#### 1.1 Contexte de l'examen

En 2002, une équipe d'évaluation et un groupe d'experts conjoints de la FAO et de l'OMS ont conduit une « Évaluation conjointe FAO/OMS du Codex Alimentarius et d'autres activités de la FAO et de l'OMS relatives aux normes alimentaires »<sup>1</sup>. Il s'agissait d'un exercice à grande échelle qui visait à fournir des éléments pour la prise de décision concernant les orientations, les stratégies et la gestion futures, au niveau des organes directeurs de la FAO et de l'OMS et de leurs Secrétariats respectifs, et de la Commission du Codex Alimentarius. Le rapport de l'évaluation a été diffusé pour observations et le Secrétariat du Codex a ensuite établi une liste de 38 propositions qu'il a présentée à la Commission entre 2004 et 2009, à la suite de quoi l'exercice a été considéré comme achevé.

En 2014, le Comité exécutif est convenu à sa 69<sup>e</sup> session qu'un processus en deux étapes, tout d'abord interne sous la direction du Secrétariat et par la suite externe, pourrait être suivi pour examiner les systèmes et pratiques de gestion des tâches du Codex conformément à l'objectif stratégique n° 4 du Plan stratégique du Codex pour 2014-2019. À cette même session, le Comité exécutif a demandé au Secrétariat d'élaborer, en collaboration avec la FAO et l'OMS, un document présentant la portée et le processus d'une évaluation de la gestion des travaux du Codex, pour examen par le CCGP en mai 2015. Il a été convenu que ce document comprendrait une analyse de la mise en œuvre de l'Évaluation du Codex conduite en 2002, et qu'il porterait également sur l'efficacité et la représentativité du Comité exécutif.

En 2015, lors de sa 38<sup>e</sup> session, la Commission a demandé au Secrétariat d'élaborer, en coopération avec la FAO et l'OMS, un nouveau document tenant compte du document de travail et de toutes les observations formulées et de tous les débats tenus jusque-là<sup>2</sup> (28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> sessions du CCGP, 69<sup>e</sup> et 70<sup>e</sup> sessions du Comité exécutif, observations écrites, réponses à la lettre circulaire<sup>3</sup> sur les conclusions de la 70<sup>e</sup> session du Comité exécutif).

### 2 Cadre de l'examen

#### 2.1 Objectif

L'examen de la gestion des travaux du Codex et du fonctionnement du Comité exécutif (l'examen) vise principalement à :

- [ évaluer l'efficacité et l'efficacité de la gestion des travaux du Codex à la lumière de la mise en œuvre du Plan stratégique actuel, en particulier de son objectif stratégique n  4 ;

OU

-  valuer l'efficacité et l'efficacité de la gestion des travaux du Codex conformément à l'objectif stratégique n  4 du Plan stratégique du Codex (2014-2019) ; ]
- formuler des recommandations pour donner suite aux conclusions ou observations résultant de l'examen.

#### 2.2 Portée de l'examen

L'examen se concentrera sur la gestion des travaux du Codex et sur la relation entre la Commission du Codex Alimentarius et le Comité exécutif, notamment :

- les objectifs, les résultats et les activités de l'objectif stratégique n  4;
- [ les rôles et compétences des présidents, vice-présidents et membres du Comité exécutif ;
- les fonctions essentielles et responsabilités du Comité exécutif, y compris l'examen critique ;
- la capacité de réagir face aux problématiques émergentes ; et
- la collaboration entre les comités du Codex. ]

L'examen se concentrera sur les travaux menés par le Codex depuis 2009, date à laquelle la mise en œuvre de l'évaluation de 2002 avait été considérée comme achevée.

L'examen ne portera pas sur les questions relatives à la structure et la fonction des organes subsidiaires du Codex et au processus décisionnel du Codex.

<sup>1</sup> [ALINORM 03/25/3](#)

<sup>2</sup> [CX/CAC 15/38/9](#)

<sup>3</sup> [CL 2015/20-CAC](#)

### 2.3 Critères de l'examen

L'examen se référera à un ensemble de critères d'évaluation reconnus au plan international<sup>4</sup> comprenant la pertinence, l'efficacité, l'efficacités et la durabilité.

## 3 Méthodologie de l'examen

### 3.1 Démarche et outils

L'examen consistera à réunir des informations et des éléments probants permettant de tirer des conclusions sur le respect des critères convenus, à conduire une analyse approfondie et à formuler des recommandations détaillées en conformité avec le présent mandat.

L'examen sera conduit conformément à la méthodologie standard de l'ONU.

Avant d'entamer ses travaux, le Secrétariat offrira aux membres la possibilité d'examiner [ et de valider ] les documents qui seront utilisés.

### 3.2 Processus de consultation

Les principales parties prenantes à l'examen sont :

- la Commission du Codex Alimentarius et le Comité exécutif en tant qu'initiateurs et destinataires de l'examen ;
- les organisations mères (FAO/OMS) et le Secrétariat du Codex qui sont responsables de sa mise en œuvre.

L'équipe chargée de l'examen échangera avec d'autres parties intéressées selon les besoins.

## 4 Organisation

### 4.1 Rôles et responsabilités

Le Secrétariat du Codex et la FAO/l'OMS apporteront leur soutien au conseiller en gestion dans la mise en œuvre de l'examen.

Le CCGP sera chargé de formuler des observations et des suggestions sur le rapport.

La Commission du Codex Alimentarius sera chargée, après avoir reçu les futures observations et recommandations du Comité exécutif, de donner une suite aux résultats, conclusions et recommandations de l'examen.

### 4.2 Compétences et composition de l'équipe chargée de l'examen

L'équipe sera composée comme suit :

- un conseiller en gestion ;
- un chargé des normes alimentaires expérimenté du Secrétariat du Codex ;
- un représentant de la FAO et un représentant de l'OMS.

### 4.3 Calendrier

Le calendrier ci-dessous définit les phases et délais de l'examen.

Activité	Responsabilité	Date limite
Préparation des outils (par exemple, questionnaire et enquête) et du calendrier de l'examen	Équipe chargée de l'examen	[insérer la date]
Diffusion du rapport initial à tous les membres/observateurs pour observations	Équipe chargée de l'examen	[insérer la date]
L'équipe chargée de l'examen traite toutes les observations reçues sur le rapport initial, si possible	Équipe chargée de l'examen	[insérer la date]
Communication aux comités régionaux de coordination d'informations relatives à l'examen	Secrétariat du Codex	[insérer la date]
Mise en œuvre de l'examen	Équipe chargée de l'examen	[insérer la date]
Finalisation et diffusion du rapport à tous les membres pour observations	Secrétariat du Codex	[insérer la date]
Examen du rapport par le CCGP	-	[insérer la date]
Examen du rapport par le Comité exécutif et la Commission	-	2018

<sup>4</sup> Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (UNEG) - <http://uneval.org/>.

#### 4.4 *Budget*

Le budget prévisionnel de l'examen (environ 100 000 \$ des États-Unis) couvrira la rémunération du conseiller en gestion, notamment ses honoraires, ses frais de transport et indemnités journalières et les frais de traduction.

Les coûts de personnel supportés par la FAO/l'OMS et le Secrétariat du Codex ne sont pas inclus.